

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
- - - - -
DIRECTION NATIONALE DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
- - - - -

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
- - - - -



RAPPORT ANNUEL 2001

Janvier 2002

[2]

~~DIRECTION NATIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL~~
~~BUREAU STATISTIQUE SUIVI EVALUATION~~

~~PROPOSITION DE CANEVAS GÉNÉRAL DES RAPPORTS DE FIN D'ANNÉE~~
SOMMAIRE

INTRODUCTION

- Rappel de la mission de la DNAER.
- Rappels des principaux domaines et objectifs du Programme Prévisionnel d'Activité de l'année qui s'achève
- Synthèse des principaux résultats obtenus au cours de l'année

I- SITUATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE

4.1- Personnel

- Evolution au cours de l'année
- Analyse ratio : effectif réel / effectif cadre organique

4.2- Matériel et locaux

- Matériel roulant (acquisitions, sortie)
- Matériel informatique (acquisition et grande contraintes)
- Locaux

4.3- Principaux actes administratifs (Lois, décrets, arrêtés, décisions ministérielles)

4.4- Budget de fonctionnement, Budget d'investissement

~~MINISTÈRE DU DEVELOPPEMENT RURAL~~
~~DIRECTION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT~~
~~ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL~~

~~REPUBLIC OF MALI~~

RAPPORT ANNUEL 2001

INTRODUCTION

Faits saillants positifs en ce qui concerne les projets et programmes :

- Aboutissement du Dossier du PASAOP avec la signature de l'Accord de financement en Décembre 2001
- les activités du PMED dans la Peche en Afrique de l'Ouest
- aboutissement de la requête de financement du Projet de l'Etude de Développement Intégré du Cercle de Douentza.

Mais aussi par des difficultés dans le déroulement des aménagements au niveau de la réalisation du Seuil de Talo, malgré la réalisation des études d'actualisation du seuil de Djenné.

- Rappel de la mission de la DNAER

Les missions de la DNAER sont fondamentalement basées et définies à partir de l'agrégation et du recentrage des fonctions d'aménagement des directions anciennes, a savoir la Direction Nationale de l'Elevage (DNE) avec l'aménagement et hydraulique pastorale, la Direction Nationale des Ressources Forestières, Fauniques et Halieutique (DNRFFH) avec l'Aménagement des ressources naturelles et la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR) avec l'aménagement et gestion des (DNRFFH) avec les aménagements hydro-agricoles et la réalisation d'infrastructures rurales.

Encadré N°1 : Création et missions de la DNAER

La DNAER a été créée par la Loi N°96-054/P-RM du 16 Octobre 1996.
Le Décret N° 96-346/P-RM du 11 Décembre 1996 fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la dite direction nationale.

A ce titre, elle est chargée de :

- l'évaluation des potentielles et des ressources aménageables et l'élaboration des schéma et plans directeurs d'aménagement du territoire ayant un caractère national ainsi que l'appui aux collectivités territoriales en la matière ;
- l'élaboration des méthodologies et de systèmes de gestion rationnelle et durable des ressources naturelles
- l'étude et le suivi de la mise en œuvre des projets et programmes d'investissement dans les domaines de l'aménagement et la gestion des ressources naturelles et l'équipement rural ainsi que l'appui en la matière aux collectivités territoriales ;
- le suivi, la coordination et le contrôle de la gestion des ressources naturelles;
- l'élaboration des normes d'aménagement et d'équipement du monde rural.

- Rappels des principaux domaines et objectifs du Programme Prévisionnel d'activités de l'année qui s'achève

Les activités de l'année 2001 étaient inscrites dans la continuité des interventions relatives aux domaines suivants :

I'élaboration des éléments de politique et de stratégie

- le suivi de l'exécution du Programme gouvernemental de 30 000 ha ;
- le suivi du dossier de projet de Loi Pastorale ;
- la recherche de financement pour l'étude du Plan d'Investissement du Schéma Directeur de la pêche et de l'aquaculture ;
- l'élaboration des éléments de la stratégie nationale de mécanisation agricole ;

I'initiation et la mise en œuvre des projets et programmes

- le démarrage et la mise en œuvre des projets : PMB, PDIAM, PDRIS, PRODECA, Projet Kona-Korientzé et le Projet de Développement Agricole de la Zone de Douentza ;
- la poursuite des activités du projet "s'équiper en reboisant" ;
- la poursuite de la préparation et de la mise en œuvre de la Sous-Composante Petite Irrigation du PNIR ;
- la participation à l'élaboration du PASAOP ;

I'appui aux producteurs et collectivités décentralisées

- la mise en œuvre de la politique de la pêche et de la pisciculture avec le Projet des Moyens d'Existence Durable (PMED) ;

- l'appui aux aménagements de terroirs et périmètres irrigués villageois

Supervision, le suivi et l'évaluation des Services, projets et programmes

- l'identification des plaines, mares et bas-fonds aménageables ;
- la poursuite de la surveillance et du contrôle des travaux de construction des micro-barrages réalisés ;
- l'élaboration de TDR (études, projets,...) ;

- la mise à jour régulière de la base de données documentaires et l'archivage des documents et dossiers du service.

Le présent rapport fait le bilan des réalisations au cours de l'année 2001 de la DNAER.

Il est structuré comme suit :

- **Synthèse des principaux résultats obtenus au cours de l'année**

I - SITUATION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

1. Effectif global du personnel budgétisé : 254 soit 45% de l'effectif prévu par le cadre organique (562)

2. Effectif du personnel budgétisé non disponible :

- agents en détachement = 7
 - agents en disponibilité = 7
 - agents transférés à l'I.E.R. = 23 agents
- soit un total de.....37 agents

3. Effectif réel du personnel disponible = 217 agents toutes catégories confondues soit 39% de l'effectif total prévu par le cadre organique.

N.B : Aucune DRAER ne dispose d'agents de spécialités suivantes : Secrétaires, Plantons, Chauffeurs et Gardiens (Voir tableau ci-dessous).

Classification Globale de l'Effectif Budgétisé DNAER

- Evolution en cours de l'année
- Analyse ratio : effectif réel / effectif cadre organique

1.2. Situation du matériel et des locaux

Matériel roulant (acquisitions, sortie)

Matériel informatique (acquisition et grande entretien)

Locaux

1.3. Principaux actes administratifs (Lois, décrets, arrêtés, décisions ministérielles)

1.4. Budget de fonctionnement, Budget d'investissement

II-POINT D'EXECUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES

2.1. Elaboration des éléments de politique et de stratégie

2.2. Initiation des projets et programmes (études, requêtes de financement)

Cette partie porte sur les études et requêtes de financement.

Conformément aux programmes d'activités de l'année, les principales réalisations en matière d'études ont été :

1. Le Projet de développement du cercle d'Anseaga (PRODECA)

Sept dossiers d'appel d'offre à la concurrence ont été élaborés et approuvés par la DOMP et la BAD. Voir chapitre III.

2. Le Projet de développement intégré le long de l'axe routier Konko-

Koriantzé-Tonka : aménagement de 7 mares

Sur instructions du département (MDR) les aspects routiers ont été envoyés à la DNTP. Le volet des mares sera financé sur le relèvement de la convention BID pour un coût d'environ 90.000.000 F.CFA. Les détails en chapitre III.



I- SITUATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE

1.1- Personnel

- Evolution au cours de l'année

Nomination et changement intervenus au cours de l'année :

Decision : Chef BSSE : Aboubacar MAIGA

Arrête No2780/MDR-SG du 24 Octobre 2001 : Chef DIER : Mama MINTA, Chefs DRAER KAYES : Kountou CISSE, Koulikoro : Alphonse TEME, Ségou : Fanseri BOUARE, Mopti : Sekou TRAORE.

- Analyse ratio : effectif réel / effectif cadre organique

1.2- Matériel et locaux

- Matériel roulant (acquisitions, sortie)

DNAER

Les acquisitions se limitent à la réception d'un Véhicule obtenu dans le cadre de l'appui du PDRIS.

Les sorties sont liées à l'assistance de la DNAER aux projets en cours de démarrage (2 véhicules affectés au PRODECA et 1 véhicule au PDIAM) et à la proposition de véhicules à la réforme (8 véhicules sur cale).

Au niveau de la Direction, disposent de véhicules le DN, le DNA, le BF, la DEP, la DIER et la SAGRH ; en dehors du véhicules du DN, tous les autres ont plus 10 ans d'âge et engendrent des frais récurrents énormes pour leur entretien et maintenance.

DRAER

Parc Auto

N°	Marque	N° IMM.	Etat	Source Finance	Date mise en circul.
1	Toyota Corolla Berline	K-1483	Passable	Budget National	1993
2	Mitchipushi Car	8902-AT	Bon	BADEA	2001
3	Toyota Hilux Pick-up	7999-AT	Bon	BAD	2000
4	Toyota Hilux Pick-up	K-1601	Passable	Budget National	1993
5	Toyota Hilux Pick-up	K-1489	Epave	Budget National	1983
6	Toyota Corolla Break	4765-AIT	Assez bon	Coopération Suisse	1996
7	Renault 12 Toros	3071-AIT	Mauvais	Coopération Suisse	1987
8	Renault 12 TXW	K-0490	Mauvais	Budget National	1990
9	Peugeot 505 Berline	K-1538	Mauvais	Budget National	1990
10	Toyota Land-Cruiser	5959-AIT	Passable	Coopération Suisse	1996
11	Jeep Cherokee Car	3007-AIT	Mauvais	Coopération Suisse	1986
12	Peugeot 305 Break	K-0721	Mauvais	Budget National	1987
13	Moto Yamaha 100	3XM.001061	Assez bon	Budget National	1989

NB : Les Véhicules ci-après indiqués sont proposés à la réforme.

Il s'agit de :

Renault 12 TXW N° Imm. K-049

Renault 12 Toros N° Imm. 3071-AIT

Peugeot 305 Break N° Imm. K-0721

Jeep Cherokee N° Imm. 3007-AIT

~~Demande de~~

~~LE CHEF DE PERSONNEL~~

~~Budget de fonctionnement, Budget d'investissement~~

~~Tableau de Synthèse - Statistiques chiffrées des points 2.2 - 2.5~~

- Matériel informatique (acquisition et grande contraintes)

Il ressort des inventaires effectués qu'au niveau de la Direction, le parc informatique totalise 26 ordinateurs dont 9 seulement remplissent les critères de performance pour un bon fonctionnement (RAM suffisante, Pentium, Windows 2000, Antivirus Norton 2001, Internet). Les 17 autres ne répondent pas pour les raisons suivantes : processeurs de taille 386 et 486 avec une RAM de 8Mo sur lesquels deux (2) sont en panne.

Il n'y eu aucune acquisition d'ordinateurs cette année. La situation du parc informatique est déplorable. Elle se caractérise par le nombre inestimable d'équipements inopérants à cause de leur vétusté et en panne (ordinateurs de type 386 et 486, imprimantes matricielles, onduleurs géants) qui encombrent les différents bureaux et le magasin de la DNAER.

Cette situation est pire au niveau des DRAER ; les SLACAER ne sont pas informatisés, quand même cela est possible à certains niveaux.

- Cadre de travail et Locaux
au niveau de la DNAER
Bâtiment principal de la Direction
Bloc technique
Salle de Documentation
Garage et magasin
au niveau des DRAER

Le cas de la DRAER de Koulikoro mérite d'être spécifié : cette direction n'a pas d'infrastructure, et loue les bureaux de la DNCN.

1.4- Budget de fonctionnement, Budget d'investissement

Exécution du Budget de la Direction

Le budget se présente comme suit :

- Salaires du Personnel : 160 338 000 F CFA
- Fournitures de bureau : 42 263 000
- Carburant et lubrifiant : 12 000 000
- Entretien et réparations : 27 000 000

Ce budget 2001 a été entièrement exécuté. Il s'est avéré nettement insuffisant pour le salaire ; ce qui a nécessité deux (2) rallonges successives de 10 000 000 F CFA, ramenant ainsi les salaires à 180 338 000 F.

Le budget prévisionnel 2002 se présente comme suit :

- Salaires du Personnel : 203 969 000
- Fournitures de bureau : 40 976 000
- Carburant et lubrifiant : 17 841 000
- Entretien et réparations : 20 641 000

On note une légère hausse comparativement à l'année 2001. Ceci est surtout lié à l'augmentation du poste salaire qui s'explique par le recrutement de plusieurs agents surtout fonctionnaires au niveau des projets et de la direction et de celui des Carburant et lubrifiant. Le budget prévisionnel alloué aux fournitures de bureau et réparations et entretien diminuent de plus de 9 000 000 F.

agent(e) affecté(e) au DRAER = 23 agents
effectif total de 37 agents

3. Effectif réel du personnel disponible = 217 agents toutes catégories confondues soit 39% de l'effectif total prévu par le cadre organique.

N.B : Aucune DRAER ne dispose d'agents de spécialités suivantes : Secrétaires, Planteurs, Chauffeurs et Gardiens (Voir tableau ci-dessous).

Classification Globale de l'Effectif Budgetisé DRAER

- Evolution en cours de l'année

- Analyse ratio : effectif réel / effectif cadre organique

1.2. Situation du matériel et des locaux

- Matériel roulant (acquisitions, sortie)

- Matériel informatique (acquisition et grande entretien)

- Locaux

- 1.3. Principaux actes administratifs (Lois, décrets, arrêtés, décisions ministérielles)

- 1.4. Budget de fonctionnement, Budget d'investissement

1.4.1. Direction Nationale

1.4.2. Directions Régionales

DRAER Kayes

Budget d'Execution :

L'exécution à date, la somme de 23.911.045 FCFA a pu être mobilisé pour la campagne, soit :

- Solde banque 2ème Campagne :	1.926.680 FCFA
- Recouvrement reliquat 15% & 20% (campagne 1)	599.550 FCFA
- Remboursement 20% (campagne 2)	1.280.650 FCFA
- Acompte 20% (campagne 3)	3.948.750 FCFA
- Fonds BSI à allouer :	20.000.000 FCFA

Total = 27.755.630 FCFA

Le taux de recouvrement a été très en dessous des attentes. Les raisons évoquées sont :

- Aux temps forts de la campagne de recouvrement les agents sur le terrain manquaient de moyen logistique
- Le retard accusé dans la mise en place des fonds de la 2ème campagne

Compte tenu des améliorations apportées aux moyens logistiques, il a été retenu que la campagne de recouvrement restera ouverte jusqu'en fin Décembre.

DRAER de Koulikoro

Budget de fonctionnement

Etat d'exécution du Budget
Crédit de fonctionnement DRAER - KOULIKORO

Période des trimestres	Chapitre	Délégué	Dépensé	Disponible	Observations
1 ^{er} trimestre	12	573.000	573.000	0	BN
2 ^è trimestre		574.000	574.000	0	BN
3 ^è trimestre		573.000	573.000	0	BN
4 ^è trimestre		574.000	574.000	0	BN
1 ^{er} trimestre	16-10	165.000	165.000	0	BN
2 ^è trimestre		166.000	166.000	0	BN
3 ^è trimestre		165.000	165.000	0	BN
4 ^è trimestre		166.000	166.000	0	BN
1 ^{er} trimestre	16-60	165.000	165.000	0	BN
2 ^è trimestre		166.000	166.000	0	BN
3 ^è trimestre		165.000	165.000	0	BN
4 ^è trimestre		166.000	166.000	0	BN

Budget – Programme 2001 (Prévisionnel)

N°1	Activités	Nombre	Coût	Observations
1	Identification bas-fond : mares, plaines aménageables	200	14 000 000	Constitution d'une banque de données pour la Région A.D.S
2	Surveillance et supervision des travaux de construction de 35 micro-barrages	35	18 000 000	PGRN
3	Etudes d'aménagement de bas-fonds	40	20 000 000	PGRN
4	Equipement en matériels agricoles (100 paysans)	100	50 000 000	Projet s'équiper en reboisant
5	Projet d'équipement des femmes rurales en moyens de transport (1 000 charrettes + ânes)	1 000	200 000 000	SASAKAWA GLOBAL 2000
6	Projet d'appui aux activités de maraîchage des femmes rurales (35 groupements féminins)	35	56 000 000	SASAKAWA GLOBAL 2000
7	Suivi de toutes les activités de maraîchage et d'équipements		16 000 000	
			374 000 000	

Arrêté le présent budget à la somme de : **Trois cent soixante quatorze millions (374.000.000) francs CFA.**

NB : Les partenaires sollicités pour la mise en œuvre de ce programme sont :

- Le PGRN pour les aménagements de bas-fonds ;
- A.D.S : pour l'identification des 200 sites aménageables ;
- SASAKAWA GLOBAL 2000 : pour l'appui aux activités de maraîchages et de moyens de transport des femmes rurales.

Aussi, la mise en œuvre de ce programme dépendra en grande partie des moyens logistiques adéquats (véhicules, motos neuves).

~~DRAER de Sikasso~~

Budget de fonctionnement 2001

Il comprend trois chapitres :

- chapitre 12.00.00 : 2 182 000 Fcfa par an soit 545 500 Fcfa/trimestre
 - chapitre 16.10.00 : 650 000 Fcfa soit 162 500/trimestre
 - chapitre 16.60.00 : 926 000 Fcfa soit 231 500F/trimestre
- soit au total : 3 758 000 F cfa soit 939 500 F/trimestre.

Budget d'investissement 2001, s'élève à 15 millions de francs CFA et correspond au financement du Projet s'Equiper en Reboisant pour cette année.

DRAER de Ségou**Budget de fonctionnement - Budget d'investissement**

- Le crédit de fonctionnement alloué à la DRAER de Ségou cette année sur le budget national est de :

Chapitre 12 :	2.254.000
Chapitre 16/10 :	616.000
Chapitre 16/10 :	877.000

TOTAL GENERAL : 3.747.000 F CFA

DRAER de Mopti**Budget National (crédit fonctionnement 2001)**

	Alloué	Dépensé	Disponible
Chapitre 12	2 320 000	2 320 000	0
Chapitre 16-10	677 000	677 000	0
Chapitre 16-60	960 000	960 000	0

Prévision Budget National 2002

Chapitre 12	2 250 000
Chapitre 16-10	668 000
Chapitre 16-60	948 000

Nous constatons une diminution dans les différents chapitres du Budget 2002.

DRAER de Gao**Budget de fonctionnement:**

Chapitre	12.00 Fourniture de bureau	2 373 000 F
	16.10 Fourniture lubrifiants	688 000 F
	16.60 Entretien véhicule réparation	<u>937 720 F</u>
	TOTAL	3 998 720 F

Budget d'investissement (Programme 2002)

Le présent budget programme n'a pas été établi conformément aux exigences de la méthode S.A.D.C.I. En effet l'élaboration interne des budgets et leur exécution d'une façon générale comme recommande le SADCI doivent faire l'objet d'une grande collaboration entre les Directions et la DAF.

Ce budget programme traduit nos objectifs en activités et perspectives 2002. Il est constitué de 5 composantes qui sont:

Salaire personnel;

Matériel;

Construction;

Fonctionnement;

2-4-2-5 Activités techniques;

pour un coût global de 766 645 000 F.CFA

II-POINT D'EXECUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES**2.1. Elaboration des éléments de politique et de stratégie**

DRAER de Mopti**Budget National (crédit fonctionnement 2001)**

	Alloué	Dépensé	Disponible
Chapitre 12	2 320 000	2 320 000	0
Chapitre 16-10	677 000	677 000	0
Chapitre 16-60	960 000	960 000	0

Prévision Budget National 2002

Chapitre 12	2 250 000
Chapitre 16-10	668 000
Chapitre 16-60	948 000

Nous constatons une diminution dans les différents chapitres du Budget 2002.

DRAER de Gao**Budget de fonctionnement:**

Chapitre 12.00	Fourniture de bureau	2 373 000 F
16.10	Fourniture lubrifiants	688 000 F
16.60	Entretien véhicule réparation	937 720 F
TOTAL		3 998 720 F

Budget d'investissement (Programme 2002)

Le présent budget programme n'a pas été établi conformément aux exigences de la méthode S.A.D.C.I. En effet l'élaboration interne des budgets et leur exécution d'une façon générale comme recommande le SADCI doivent faire l'objet d'une grande collaboration entre les Directions et la DAF.

Ce budget programme traduit nos objectifs en activités et perspectives 2002. Il est constitué de 5 composantes qui sont:

Salaire personnel;

Matériel;

Construction;

Fonctionnement;

2-4-2-5- Activités techniques;

pour un coût global de 766 645 000 F.CFA

DRAER de Kidal**Budget de fonctionnement**

Chapitre 12.00 : (Fournitures de bureau)	= 2.327.000 F CFA
Chapitre 16.10 : (Entretien)	= 471.000 F CFA
Chapitre 16.60 : (Carburant)	= 703.000 F CFA

Récapitulatif

1. Construction	= 93.000.000
2. Véhicules	= 38.550.000
3. Equipements techniques	= 14.320.000
4. Matériels topographiques	= 9.770.000
5. Matériels de bureau	= 17.177.050
TOTAL	= 172.817.050
Imprévus 10%	= 17.281.705
TOTAL GENERAL	= 190.098.755

Fonctionnement

- Fournitures de bureau	1.400.000 X 4	= 5.600.000
- Carburant lubrifiant	700.000 X 4	= 2.800.000
- Entretien réparation	800.000 X 4	= 3.200.000
- Eau électricité	325.000 X 4	= 1.300.000
- Téléphone fax	400.000 X 4	= 1.600.000
TOTAL		=14.500.000

II. POINT D'EXECUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES

2.1. Elaboration des éléments de politique et de stratégie

Etat d'exécution de l'étude sur la stratégie de la mécanisation agricole

Dans le cadre du Projet « Appui à la définition d'une politique nationale de mécanisation agricole » TCP/MLI/0165, l'étude du diagnostic de la mécanisation qui a débuté au mois d'octobre 2001 va être terminée par la tenue de l'atelier prévu du 18 février 2002 à Bamako.

En effet, la formulation de la stratégie de mécanisation passe par plusieurs étape parmi lesquelles l'étape diagnostic constitue une phase cruciale. Elle consiste dans un premier temps de procéder à la collecte de toutes les informations disponibles en rapport avec la mécanisation agricole et d'avoir les enseignements nécessaires à travers les entretiens et les contacts avec les différents opérateurs. Dans ce cadre cinq consultants ont été recrutés dans les domaines suivants : aspects juridiques, aspects institutionnels, agronomie, agro – économie et machinisme agricole.

Un autre outil s'avère également nécessaire et consiste à mener une réflexion participative donnant l'occasion à tous les opérateurs : agriculteurs, forgerons, distributeurs de matériel agricole, administration, ONG..., de dresser la situation actuelle en matière de mécanisation agricole. Ainsi selon leurs expériences respectives ces opérateurs auront l'occasion d'une part de valider les travaux des consultants et d'autre part d'enrichir d'avantage ce diagnostic.

Ainsi sur la base du plan d'action du projet cette première phase comprend trois mandats relatifs au chef de mission. La première a été effectué de 11/10/2001 au 10/11/2001. Elle avait pour objectifs de participer aux activités de démarrage du projet, de se rendre compte de la réalité malienne en matière de mécanisation agricole et d'assister les consultants nationaux pour mener à bien leurs travaux. La deuxième mission est déroulée du 07/12/2001 au 22/12/2001. Une partie de cette mission a été consacrée à l'examen des documents des différents consultants et l'autre partie à la préparation de l'atelier participatif sur le diagnostic.

2.1.1- Projet dit d'utilisation conjointe des Eaux de Surface et Souterraines

- Il s'agit d'un projet pilote entre pris au Mali, Burkina Faso et Niger par la FAO sur financement Japon.
- Le projet est dirigé par un conseiller Technique principal basé à Ouagadougou, Burkina Faso.

13 19 II- SITUATION DE L'EXECUTION DES PRINCIPALES ACTIVITES

2.1- Elaboration des éléments de politique et de stratégie

- Le Programme Gouvernemental de 30 000 ha

Un Programme d'aménagement de 30 000 ha

année 1999

Aussi sur les 30 000 ha prévus, 2 628 ha ont été exécutés en 1998 et 3 609 ha en 1999 soit un total de 6 237 ha sur une prévision de 6 000 ha.

- Schéma Directeur de la Pêche et de la Pisciculture

Une requête de financement a été adressée à la BADEA dans ce sens.

- La Stratégie Nationale de développement de l'irrigation

- Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR)

Les activités réalisées ont porté sur :

Financé par l'IDA, le PNIR comprend 3 volets dont la Composante Petite Irrigation est exécuté par la DNAER.

Après l'élaboration des TDR pour les études d'APD des PIV de Mopti, Gao et Tombouctou en 1999, les activités ont essentiellement porté sur : le suivi de la signature des différentes conventions, la finalisation du manuel de mise en oeuvre du projet, l'élaboration et la finalisation des TDR des parrains et de l'assistance technique pour les DRAER de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

- La Loi pastorale :

Elle a été votée ; elle répond à la référence suivante : **LOI N°01-004 du 27 Février 2001 PORTANT CHARTE PASTORALE EN REPUBLIQUE DU MALI.**

Le draft du projet de décret est élaboré (projet de décret N°.../P-RM, portant modalités d'application de la Loi N°01-004 du 27 Février 2001 portant charte pastorale en République du Mali) et est en cours d'analyse pour observations et amendements par les structures déconcentrées et au niveau des organisations locales.

Inventaires des projets et programmes avec le GPS-MDP

Le PAGACP

- Inventaires des projets et programmes avec la CPS-MDR

- le PASAOP

- le PNIR (X)

~~- Renforcement des capacités et des compétences
(formation / communication)~~

Suivi et gestion du Programme de formation des agents de la DNAER (séminaires et ateliers) :

Thèmes ont été : Elaboration de budget et plan comptables des EPA, Gestion et élaboration de plan de formation, Rédaction Administrative, Gestion des procédures de passation des marchés.

En outre : Formations qualifiantes de courte durée et un voyage d'étude en Italie financé par AGRHYMET : AGRHYMET (5 cadres) et une formation diplômante de longue durée (3ème cycle en Irrigation au CRESA/IAV au Maroc).

Participation aux activités d'élaboration du programme du volet Formation du PASAOP. : Elaboration de la Stratégie Nationale de Formation (5 axes de réflexions) : articulation de la formation avec la politique nationale agricole, redéfinition des notions de formation initiale et continue, la redéfinition des programmes de formation et redéfinition du rôle de l'Etat sur les contenus de formation et l'adéquation du dispositif de formation avec la décentralisation.

2.1.1. Projet dit d'utilisation conjointe des Eaux de Surface Et Souterraines

Il s'agit d'un projet pilote entre prix au Mali, Burkina Faso et Niger par la FAO sur financement Japon.

Le projet est dirigé par un conseiller Technique principal, basé à Ouagadougou, Burkina Faso.

Il comprend deux phases.

- **Une première phase** réalisée de 1998 à 2000 qui consistait à faire dans les 3 pays concernés l'inventaire de tous les sites répondant aux critères dictés par le projet

C'est ainsi que le projet, à partir de Ouagadougou, a passé et géré un contrat d'étude avec GIC, un bureau d'étude Malien en vue de réaliser l'inventaire de tous les sites (petits barrages, bas fonds, mare etc). Ce contrat a été exécuté et les rapports définitifs ont été déposés en début 2000. Les résultats de ces études des 3 pays ont été présentés à un atelier tenu en Juin 2000 à Ouagadougou, avec la participation des représentants des pays bénéficiaires du projet (malheureusement le Mali n'était pas présent). Cet atelier a fait d'importantes recommandations entre autres, celle relative aux activités de la seconde phase du projet.

- **Une deuxième phase** : Cette seconde phase consistait à prévulgariser un certain nombre de systèmes d'irrigation, (système de captage, moyens d'exhaure, système de distribution de l'eau) à moindre coût ; ces systèmes qui sont en cours de test dans le centre d'expérimentation de Kamboisé, Ouagadougou au Burkina Faso.

Dans le cadre de cette deuxième phase, une mission composée de Amadou KEITA, et un fonctionnaire de FAO, Rome, ont effectué en Juillet/ Août 2000 une visite de 3 jours au Mali. Au cours de ladite mission, il a été décidé de conclure des protocoles avec la DNAER.

Dans le cadre de cette collaboration la FAO devrait signer 3 protocoles avec la DNAER.

Protocole n°1 relatif au choix et aux études de 3 sites devant recevoir les systèmes d'irrigation.

Protocole n°2 installation des systèmes d'irrigation.

Protocole n°3 mise en valeur des systèmes d'irrigation.

Ces protocoles doivent être signés et mis en œuvre les un après les autres. A ce jour, le Protocole n°1 est signé (Février 2000) ; Les deux premières tranches concernant respectivement la mission de supervision et les levés topo ont été payées.

Les études, les travaux de terrain sont terminés les reports sont en cours.

Les études devaient être terminées en fin Octobre. Mais les paiements ont été effectués en retard ; ce qui a occasionné un retard dans les études.

Programme croissance économique-durable (USAID) DRAER de Kayes

Les 7 et 8 Juin 2001, s'est tenu à Kayes l' atelier de formation en technique de programmation, de budgétisation et de gestion du Programme de Croissance Économique. Ont participés à cet atelier 4 agents des 3 Directions Régionales du MDR dont les comptables.

Ce programme qui vise à appuyer les filières pour une meilleure productivité, a retenu pour la DRAER-Kayes, suite aux propositions de la commission technique nationale les activités suivantes :

- Formation des formateurs en technique de aménagement et de gestion des ressources pastorales.
- Diffusion de la Charte pastorale;
- Divers programme de formation à définir.
- Appui institution aux structures (ordinateur et accessoire)

DRAER de Sikasso

Dans le cadre d'une requête de financement USAID , la DRAER, de Sikasso a participé à une session de formation sur les procédures de gestion des fonds USAID. A l'issue de cette formation, neuf (9) activités ont été programmées pour la période de septembre 2001 à août 2002. Ce sont :

- 1- Diffusion de la charte pastorale au niveau des communes rurales
- 2- Identification des pâturages d'attente des animaux de commercialisation à Sikasso et à Niéna
- 3- Formation en technique d'aménagement et gestion des pâturages
- 4- Recensement des plans d'eau (naturels et artificiels) empoissonnables.
- 5- Empoisonnement des plans d'eau à Bafaga et Nangalasso (Kolondiéba)
- 6- Réparation du barrage pastoral de Tabacoro-Banco
- 7- Formation des comités de gestion des ouvrages pastoraux sur les techniques de gestion et de petites réparations de ces ouvrages
- 8- Identification des dégâts sur les ouvrages de retenue d'eau à vocation pastorale
- 9- Formation de deux (2) agents en informatique.

Le coût de ce programme prévisionnel s'élève à 26 368 789 Fcfa.

Le dossier de programmation a été transmis à l'USAID à travers la DAF du MDR à Bamako et une copie à la DNAER. Ce programme n'a pas connu un début d'exécution.

DRAER de Sikasso

Programme transfert de la gestion des ressources naturelles :

A l'image des programmes de transfert de la médecine vétérinaire et de la vulgarisation agricole, le groupe de travail sur le transfert de la gestion de ressources naturelles auquel participe la DRAER, a tenu une série de réunions en vue d'élaborer un programme de transfert en GRN. Le groupe a mené les activités suivantes :

- Elaboration des termes de références pour une étude sur le transfert de la GRN en rapport avec la gestion foncière.
- L'étude a été attribuée à Mr Sariabé Evariste Sanou consultant indépendant
- Le rapport de l'étude fait présentement l'objet d'observations par le groupe de transfert en GRN.

DRAER de Mopti

Parmi les activités d'élaboration des éléments de politique et stratégie nous pouvons retenir entre autre :

- la lecture et la formalisation des observations sur le projet de décret d'application de la Charte Pastorale,
- et la relecture du schéma Directeur du Ministère du développement rural.

DRAER de Gao

Schéma d'organisation de la pêche en 7^{ème} région;

Situation des actions entreprises et réalisées en matière de maîtrise des eaux de ruissellement;

Termes de références pour un inventaire des terres agricoles et sites aménagés et aménageables dans la vallée du fleuve Niger.

2.2. Initiation des projets et programmes (études, requêtes de financement)

Cette partie porte sur les études et requêtes de financement.

Conformément aux programmes d'activités de l'année, les principales réalisations en matière d'études ont été :

1. Le Projet de développement du cercle d'Ansongo (PRODECA)
Sept dossiers d'appel d'offres à la concurrence ont été élaborés et approuvés par la DGMP et la BAD. Voir chapitre III.
1. Le Projet de développement intégré le long de l'axe routier Konna-Korientzé-Tonka : aménagement de 7 mares.
Sur instructions du département (MDR) les aspects routiers ont été envoyés à la DNTP. Le volet des mares sera financé sur le reliquat de la convention BID pour un coût d'environ 90.000.000 F.CFA. Les détails en chapitre III.
L'étude du projet de Développement Intégré l'axe routier Kona-Korientzé Tonka (15 000 ha de cultures de décrue et pâturages) a été financée par la BID et le Mali. Cette étude est confiée au groupement GIC/Tunisie-Hydropacte. Les APD et DAO de l'étude de la route approuvés sont disponibles. Les études des mares (15000 ha) sont programmées et la passation de marché pour les levés topo et les études pédologiques sont en cours au niveau de la DEP. Il faut noter que le projet a été transféré au Ministère chargé de l'Equipement.
2. Le Projet de Gombo
En Janvier 02, TEC SULT contrôlera sur terrain les travaux exécutés par l'entreprise SATOM / OTER.
3. Le Programme de Mise en Valeur des Plaines du Moyen Bani (PMB)
Les entreprises chargées de l'exécution ont été choisies, mais les travaux restent bloqués pour des raisons non techniques.
4. Le Projet de Développement Intégré en Aval de Manantali : PDIAM.
Les bureaux choisis sont à pied d'œuvre pour la réalisation des dossiers APD et DAO.
5. Le Projet de Développement Rural Intégré de Saouné : PDRIS
Les études sont en cours pour un coût de 217.821.936 F.CFA.
6. Le Projet d'Etude du Développement Intégré Douentza :
Tout le cercle est concerné et particulièrement la plaine de Ouallo. L'objectif visé est l'identification des actions pouvant contribuer à la réduction de la pauvreté. Voir chapitre III.
7. Le Projet de TDR pour l'actualisation des études du barrage seuil de Djenné et des aménagements annexes :

124

Une requête a été élaborée en rapport avec le PMB et envoyée à la BAD. Les études socio-économiques ont déjà été réalisées sur fonds du Gouvernement Malien.

8. L'aménagement de la plaine de Farabana :
La réception définitive des travaux a été prononcée.
9. Les études d'aménagement de la plaine de Diambré (cercle Niono) et le surcreusement de la mare de Badialani (Macina) ont été exécutées dans le cadre de la collaboration avec l'ADS. Quant à l'aménagement de la plaine de Dougouradji et au surcreusement de la mare de Yasso, le choix des bureaux pour les études connaît un retard quant aux requêtes de financement, suite à des contacts avec certains partenaires, la DNAER a initié et soumis pour recherche de financement certains dossiers :
 - Le Projet de lutte contre la jacinthe d'eau du fleuve a été finalisé et soumis au département. Le coût est d'environ 200 millions de F.CFA pour une durée de 3 ans, il porte sur la lutte mécanique uniquement dans le District de Bamako et environs.
 - Le Projet de lutte contre la jacinthe d'eau dans les aménagements et pêcheries d'un coût d'environ 575 millions de F.CFA pour 4 ans a été soumis au Japon et s'étend de Bamako à Macina. En plus de la lutte mécanique, la DNAER collaborera avec l'NER en vue de tester la lutte biologique.
 - Les Projets de termes de référence pour l'actualisation des études de faisabilité du barrage seuil de Djenné et des aménagements connexes, d'un coût de 701 millions de F. CFA a été soumis à la BAD.
 - La fiche de projet sur la collecte des données statistiques de pêche a été soumise à la BADEA. Cette activité sera un volet du projet en préparation à Sélingué.
 - Le programme d'activité du projet «croissance économique durable» de financement USAID a été envoyé à la coordination.
Il aura une durée de 3 ans. Son démarrage est lié à la justification du financement des projets antérieurs.

Tombouctou

Au cours de l'année les études ont porté sur :

- Le parcellement de la zone de bourgoculture de la plaine d'Amadia pour le compte de PAHAPDA.
- La topographie d'un PIV pour le compte de l'ONG ACORD.
- La topographie de 6 Ha de palmeraie pour l'ONG ADE NORD.
- L'évaluation des investissements financés par le PACRT.
- L'identification des contraintes d'alimentation du 7^{ème} Faguibine et celles des aménagements du lac Horo.
- L'appui à l'assemblée Régionale pour l'élaboration du programme d'orientation de développement de la région et à la commune urbaine de Tombouctou pour "Tombouctou Ville de Paix – Ville sans Armes".

La DIER a eu à élaborer des fiches de projets :

- Etude de factibilité du Projet de développement socio-économique de cercle de Kangaba : 230 000 000 FCFA soumis à la coopération Japonaise

- Projet de Développement de la Culture de Blé à Diré : 18 milliards soumis à la BID

- Fiche de projet de l'aménagement de la plaine de Katiomiba (Kadiola) :

- Fiche de projet des Aménagements de Gao

- Fiches de projet de 20 bas-fonds dans la région de Koulikoro

2.3. Réalisations et suivi des infrastructures hydroagricoles

2.3.1. Suivi et supervision des travaux

Suite à la visite de Monsieur le ministre du développement rural en 1^{er} région, un certain nombre de projets d'aménagements hydroagricoles ont été proposés au financement du fonds Japonais KRII :

- augmentation des capacités d'alimentation en eau du périmètre de Cheickna Touré (1 512 680 FCFA)
- Aménagement du périmètre de Sanga Keita (4 248 625 FCFA)
- Aménagement de la cuvette de Diaguina (10 664 515 FCFA)
- Récupération des terres dans les anciens placers de Sansanto (15 022 115 FCFA)
- Augmentation des

Une étude a également été financée dans la région de Sikasso: plaines de Doumanaba et Sanzana pour 4 998 400 FCFA

- Aménagement de la plaine de Oualia. La DIER a fait en Août une séance de travail avec le consultant qui a élaboré le dossier pour lui faire part de ses observations. Mais jusqu'ici la réaction du consultant est attendue.

Les esquisses de ces projets ont été approuvées par La DIER

Concernant la supervision des grands projets rattachés à la DNAER et sont techniquement suivis par la DIER :

Le PDIAM

Le Projet de Développement Intégré à l'Aval de Manantali (PDIAM), projet d'une durée de 5 ans dont les financements ont été mis en vigueur en fin 1999, constitue la première phase de mise en valeur des terres de la vallée du Haut Sénégal dans le cadre du programme OMVS. Il doit contribuer à la réalisation de l'objectif global de sécurité alimentaire de la zone concernée qui constitue une des toutes premières priorités de la politique de développement du gouvernement;

Le PDIAM dans sa phase I (PDIAM I) permettra l'aménagement et la mise en valeur de 1 562 ha nets de terres répartis entre deux périmètres (casiers B et G/H).

Pendant cette première phase du projet, des études ont été financées sur 2500 ha dont 800 ha pour l'aménagement des eaux de ruissellement (bas fonds) et 1700ha pour des aménagements en maîtrise totale. L'avant projet détaillé (APD) portera sur 2000 ha.

Les études d'actualisation et l'élaboration du DAO pour les 1562 ha ont été confiées au groupement de bureaux SET/Tunisie –CIRA. Ces études sont terminées et

approuvées par l'administration. Il reste l'avis des bailleurs de fonds pour lancer l'appel d'offres des travaux.

Le contrôle des futures travaux est également confié au même groupement de bureaux d'études

L'étude des nouveaux sites sur les 2500 ha a été confiée au groupement KCIC-Soudanaise. Cette étude est en cours.

PMB

Le Programme de mise en valeur des plaines du Moyen Bani se propose de réaliser, en deux phases et sur un délai de dix ans, l'aménagement et la mise en culture irriguée en submersion contrôlée de 20 320 ha nets, dont 16 030 ha de riz, 4 290 ha de pâturage aquatique (bourgou) permettant le développement de l'élevage bovin et 490 ha de bassins piscicoles.

Le projet a démarré depuis deux ou trois ans mais connaît des problèmes à cause de l'opposition des populations de la zone de Djenné. La sensibilisation est en cours pour contourner ce problème. En attendant d'autres actions de développement sont en cours de mise en œuvre notamment l'aménagement des bas-fonds et des périmètres irrigués.

VRES

La tutelle technique du Projet de Valorisation des ressources en eau de surface (Mopti) est assurée par la DNAER.

L'objectif de ce projet, financé par le Fonds Européen de Développement (FED) à partir de 1989 avec des apports PAM et BIT, consistait à sécuriser par la maîtrise totale de l'eau la production de riz d'autoconsommation dans une zone enclavée du nord-est de la région de Mopti. L'action du VRES qui a conduit jusqu'à présent à l'aménagement de 96 PIV pour un total de 1 073 ha, produisant en moyenne 5,2 t/ha de paddy et intéressant 32 villages et environ 27 500 habitants. La deuxième phase de sa mise en œuvre s'est poursuivi jusqu'en juin 1999 avec une programme intérimaire jusqu'en Août 2001. Une seconde phase vient de démarrer et concernera les zones de Djenné et de Tenenkou sur financement du 8^e FED.

PDZL

La DNAER continue d'assurer la maîtrise d'œuvre du Projet de Développement de la zone Lacustre, (PDZL)

Le projet de Développement de la zone Lacustre a permis d'aménager des lacs et mares (Takadji, lac Fati et récemment le lac Horo) et le périmètre de Goubo. Le système du lac Horo qui vient d'être pris en charge par le PDZL a besoin d'être réhabilité et modernisé en vue d'augmenter le potentiel de production en maîtrise totale de l'eau. Les infrastructures du périmètre de Goubo ont connu des dégradations importantes (digue endommagée due au batillage). Il est prévu de faire des travaux de confortation et d'extension de ce périmètre. La BID un des bailleurs de fonds de Goubo a demandé une mission de vérification de la conformité des travaux qui ont été contrôlés par DRAER de Tombouctou exécuté. Un contrat vient d'être passé à Tecsuit pour assurer cette mission de vérification et de faire les études en vue de chiffrer les travaux confortatifs.

PRODECA

Le Projet Aval Ansongo (PRODECA) financé par la BAD et Gouvernement du Mali : montant 8 milliards

Le Projet de développement du cercle d'Ansongo (PRODECA) consiste à accroître la culture irriguée du riz par maîtrise totale et par submersion contrôlée dans la zone en aval de la ville d'Ansongo et à assurer un développement local de l'ensemble du cercle en harmonie avec les aspects de protection de l'environnement. Les activités du projet porteront essentiellement sur l'aménagement hydro-agricole de plus de 3 400 ha de terre dont environ 533 ha en maîtrise totale dans la vallée du fleuve Niger, l'appui à la mise valeur de ces terres, l'appui au développement de l'économie rurale dans le cercle et des activités d'alphanétisation, de formation et d'appui conseil. La passation des différents marchés est en cours : pour le contrôle des travaux, l'assistance technique, les travaux.

PDRIS

Le projet de développement intégré de la plaine de Saouné est financé par la BADEA et le Mali suite à l'étude de schéma directeur du bief Diré Bamba. A l'occasion de l'avant projet sommaire élaboré par le bureau d'étude O.A.D.A. propose une mise en valeur d'un périmètre de 400 ha comprenant trois volets: la production végétale, l'intégration animale et l'unité de gestion du projet.

A ce jour les études d'APD et de DAO et le contrôle des futurs travaux ont été confiées aux groupement de bureaux Sabour/Egypte-Betica. Les études sont en cours.

DRAER de Kayes

Elles ont concernées la participation avec la DNAER à la supervision des travaux d'aménagement du bas-fond de Faraba (Cercle de Kéniéba) et de la mare de Korkodio (Cercle de Nioro) et ont portées sur les réceptions définitives.

Le tableau suivant récapitule l'état d'avancement des travaux sur les différents chantiers.

DÉSIGNATION	ENTREPRISE BUREAU	MONTANT (FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION	DATE DE NOTIFICATION	OBSERVATIONS
Faraba	Génie Militaire "SERAD "	-	90 jours	15/03/99	Reception définitive le 25/05/2001
Korkodio	Génie Militaire SOUDANNAISE	-	90 jours	20/02/99	Reception définitive le 31/05/2001

2.3.2. Réalisations

Projet de La Plaine de Djélifing

Les travaux confiés au Génie militaire ont été exécutés et réceptionnés définitivement en début d'hivernage 2001. Il a été reconnu que le périmètre se trouve dans la zone d'influence du barrage de Sélingué. De ce fait pendant les hautes eaux le périmètre est inondé en dépit de la digue de protection. Un devis pour le rehaussement de la digue a été fait et transmis au Ministère pour financement.

DRAER de Koulikoro

Démarrage récent des travaux de réalisation de deux (2) micro-barrages à Sousouunkoro Digato sur un financement KRII. Les fouilles des fondations sont réalisées à 100 %.

Point des investissements 2001

N°	Activités	Nbre	Coût d'études	Surface	Partenaire	Observations	Coût de réalisation
1	Identification bas-fonds de Tiendo - Dioïla	1	90.000	15 ha	Assemblée Régionale	Rapport d'identification	Coût estimatif 7.500.000
2	Surveillance Supervision des travaux de construction de micro-barrages à Sounoukordi-Kati	2	500.000	15 ha	KRII	Travaux en cours d'exécution	17.711.800
3	Etudes d'aménagement de bas-fonds :						
	- Danga - Kangaba	1	450.000	150 ha	OHVN	APD disponible	3.445.000 (en régie)
	- Nossombougou - Kolokani	1	300.000	25 ha	Assemblée Rég.	APD (Réhabilitation)	9.750.000
	- Wolomé - Dioïla	1	300.000	40 ha	Assemblée Rég.	APD (Réhabilitation)	13.061.000
	- Moribougou - Kati	1	561.000	20 ha	Assemblée Rég.	APD Agro-foresterie	8.000.000
	- Doumba - Koulikoro	1	400.000	15 ha	OHVN	APD Agro-foresterie	10.330.000
	- Kibani - Banambe	3	450.000	5 ha	Commune Rurale	APD Mares pour maraîchages	44.616.000
4	Equipement en matériels agricoles	52	-	-	Budget Nat.	Voir tableau récapitulatif en annexe	15.800.000
5	Infrastructures rurales (Magasin de stockage, Centre d'alphabétisation, Parc de vaccination, Marché bétail)	4	555.000	-	FOODESA	Plans type	-
6	Totaux		3.606.000	285		-	130.313.800

DRAER de Ségou**Réalisations et suivi des infrastructures rurales**

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Aménagement de périmètres maraîchers

Six (6) périmètres maraîchers ont été aménagés dans les villages de Dlaba, Zambougou, Dinzana (Commune de Cinzana), Hameau Sébèrè, Kokoun, Bougan (Katiéna)

Ces périmètres totalisent une superficie de 3,75 ha équipés de puits à grand diamètre, 4 bassins de réception et un dispositif de 4 pouliées par puits, avec une clôture en grillage pour un Coût de réalisation des périmètres de 13.856.512 F CFA sur financement JICA Ségou, et les populations bénéficiaires. Les travaux ont été réalisés par l'Entreprise CONSTRUMAX Bamako

- Aménagement des pistes rurales :

Trois (3) pistes rurales d'une longueur totale de 15,000 km ont été réalisées. Il s'agit de :

Piste Sinébougou - Zambougou

- longueur = 4 km 215 m
- source de financement : JICA / SEGOU
- entreprise attributaire du marché : SAFO TP -Ségou
- état d'avancement des travaux : travaux terminés et réceptionnés

Piste Kokoun - Bougan

- Longueur : 4 km 55 m
- Source de financement : JICA / SEGOU
- Entreprise : SAM TP - Markala

- Etat d'avancement : travaux terminés et réceptionnés

Piste Dougoutiguibougou - Sakoibougou

- longueur : 6 km 250 m
- source de financement : JICA / SEGOU
- entreprise : SAFO TP et EDIBAT / SEGOU
- état d'avancement : en cours d'exécution, premier délai dépassé

Construction de 12 salles d'alphabétisation

- Les douze (12) salles d'alphabétisation ont été construites dans les villages encadrés par la JICA.

L'objet de ce programme est d'améliorer les capacités techniques des maçons villageois aux techniques de construction de l'habitat traditionnel amélioré (utilisation au maximum des matériaux locaux). Neuf (9) des 12 salles ont été réalisés et les travaux se poursuivent pour les autres.

Construction de 3 parcs de vaccination

Un (1) parc de type A (20m x 20m) avec 15m de couloir de vaccination et deux (2) parcs de type B (10mx10m) avec un couloir ont été réalisés dans les villages de Dafimbougou, Zangourabougou et Bougan.

- Source de financement : JICA / SEGOU
- Entreprise attributaire du marché : CONSTRUMAX - BAMAKO

Etat d'avancement des travaux : les travaux se poursuivent à un rythme d'avancement lent dû à des difficultés d'approvisionnement.

DRAER de Mopti

Les activités exécutées sont les suivantes :

1. La réactualisation de l'inventaire des aménagements hydroagricoles
2. La réception provisoire des fouilles des micro-barrages de Dani-Bomboleye, Sassambourou, Koniodiguly, Sinkarma et Goro, et la réception définitive des micro-barrages de Doussougou, Pélou, Sinkarma, Toupéré, Dourou, Tone, Kama-Sarèwè, Sassambourou Diombolo Kanda, Danibomboleye tous dans le cadre de la mise en œuvre du PRBP de Bandiagara.
3. La réception définitive des périmètres maraîchers à Nianagaly et Koloni dans le cercle de Mopti et le constat de fin des travaux du micro-barrage de Dagaterely dans la mise en œuvre du PAIB.
4. La réception définitive des batardeaux et grilles à poisson à Baye pour le compte du PAGTV-SG de Bankass.
5. L'ouverture des plis des études techniques des travaux d'aménagement de la plaine de Némindé dans le cercle de Mopti pour le compte de l'AGETIPE-Mali.

DRAER de Gao

Réalisation et suivi de la plaine de Tabissilamite, du périmètre irrigué Boma Djébo de Koïssa et de cinq ouvrages de submersion contrôlée, tous au compte de l'ONG World Vision Gao;

Réalisation et suivi de l'ouvrage de submersion contrôlée de la plaine de Bariana du cercle de Bourem;

Réalisation et suivi de 7 étangs piscicoles à Golingo de la commune de Seyna de la commune d'Ansongo avec l'appui du PAM en travaux " vivres contre travail".

2.3.3. Mécanisation agricole

L'activité principale de la section a consisté au suivi du projet s'équiper en reboisant auprès des directions régionales. Ainsi à ce titre la section a participé à l'élaboration du budget de la campagne 2000-2001 (BSI) en rapport avec le coordinateur du programme au cabinet. A ce jour, les rapports d'étape d'exécution du projet s'équiper en reboisant à travers les DRAER sont envoyés au cabinet.

Pendant la même période, la section a bouclé tous les documents concernant l'étude de la stratégie de la mécanisation en rapport avec la FAO ; les experts prévus sont attendus pour le démarrage des études.

D'autres activités de la section ont consisté aux appuis divers à la DAF dans le cadre du Don KR-II ; l'exécution du programme d'aide en matériel agricole pour certains cercles de Kayes à la suite de la visite du Ministre dans la région, courant février 2001.

Avec l'assistance technique et financière de la FAO, l'élaboration d'une stratégie de mécanisation agricole a démarré en Octobre 2001. Cette étude est en cours présentement.

Au niveau de la DRAER de Sikasso

Une évaluation en machinisme agricole en collaboration avec l'Equipe Système de production et de Gestion des Ressources Naturelles (ESP/GRN), la DRAER a effectué trois missions pour le test d'amélioration d'un semoir épandeur d'engrais. Ce nouveau matériel est construit par l'ADP/ Koutiala.

2.4. Aménagements pastoraux et suivi des pâturages

La DRAER a participé au niveau régional au recensement national du cheptel transhumant et nomade.

Elle a également suivi les pâturages, les mouvements des animaux, les puits d'eau et l'état sanitaire du cheptel. Les renseignements relatifs à ces activités ont été fournis par décade à la DNAER.

En entre, la DRAER a précédé à l'actualisation du potentiel aménageable sur les eaux de ruissellement et les infrastructures d'élevage et un rapport est en cours de rédaction.

Ségou

Les pâturages ont connu un flétrissement général avec le déficit pluviométrique de la 3^{ème} décennie de septembre. L'embonpoint des animaux est satisfaisant.

L'abreuvement des animaux n'a connu aucun problème majeur.

Le mouvement des animaux est resté habituel : transhumance et nomadisme.

La commune de Diganidougou a délimité un espace pastoral de 457,5 Ha dans une perspective d'aménagement et de gestion.

Une collecte de données pastorales sur le site a permis d'identifier les peuplement ligneux et tous les points d'eaux temporaires.

Un rapport d'appui conseil a été adressé aux autorités communales.

Sikasso

Dans plusieurs localités de la région, la régénération des pâturages a débuté de mai à juin 2001, sauf à Kadiolo où ils sont demeurés médiocres. Dans toute la région, à partir de juillet les herbacés sont devenus abondants et variés.

Les points d'eaux ont connu leur évolution normale sauf le lac du barrage de Sélingué qui a connu une crue exceptionnelle.

Le cercle de Yanfolila a reçu des transhumants venant de Koulikoro, Ségou et Bougouni.

L'état zoosanitaire du cheptel est resté stable.

La DRAER a participé au recensement national du cheptel (nomade et transhumant).

GAO

Le Projet Mali Nord - Est et le PADL ont aménagé 300 ha de bourgoutière dans certains villages du cercle d'Ansongo. Mais le suivi n'a pas été régulier faute de moyen.

2.5. Pêche et pisciculture

2.6. Appuis aux Producteurs et Collectivités Décentralisées

Aménagement de la Plaine de San

L'Association pour le Développement à la Base ADABA a confié l'étude technique de la plaine de San-Ouest au Bureau d'Etude Sénè Jigi suivant les termes de référence approuvés par La DNAER.

Le dossier provisoire d'étude soumis par le Bureau d'étude à la DNAER a fait l'objet d' observations par la DIER.

DRAER du District de Bamako

Périmètre maraîcher de Koulouba Sokonafing

Situé entre koulouba et le village de Sokonafing, le jardin de sokonafing couvre une superficie totale de 4 ha. Après identification, un dossier de réhabilitation a été élaboré et remis à la présidence de la république pour décision finale. Les Travaux de réhabilitation consistent entre autres :

- la clôture du jardin ;
- le creusement de puits à grand diamètre ;
- le parcellement du jardin par des diguettes de séparation suivant courbe de niveau
- la confection des bassins de stockage de l'eau et des canalisations en béton etc...

Périmètre piscicole à Baguinéda

Situé sur l'extrémité du réseau de colature du périmètre irrigué de Baguinéda, la ferme piscicole couvre une superficie de 49,30 ha. Elle appartient à l'Association des Pêcheurs de Baguinéda. L'étude est au stage des levés Topographiques.

Périmètre maraîcher à Samanko

Sur une superficie de 40 ha, le périmètre devrait servir à l'installation des maraîchers du District de Bamako et de Samanko. Le dossier d'étude (identification et devis) a été imputé à la Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural pour prise de décision.

Projet de réhabilitation des points d'eau

De l'initiative de Monsieur le Maire du District de Bamako, un projet de réhabilitation des points d'eau dans les quartiers périphériques de Bamako est en cours. En collaboration avec la Direction Régionale de l'hydraulique une mission d'inspection d'identification se trouve sur le terrain. Un devis de réparation sera présenté à Monsieur le Maire à l'issu des travaux de la mission. Des Comités de Gestion seront constitués et mis en place sous l'autorité et la supervision de la Direction Régionale de l'Aménagement et de l'Equipement Rural partout où cela n'existe.

DRAER de Kayes

Suite aux instructions issues de la tournée du Ministre dans la Région, les Chefs SLACAER de Kéniéba et de Bafoulabé ont recensés les besoins d'équipements des paysans de Monia (village sinistré de Kéniéba) et des femmes de l'association "DJIGUI SEME" de Kamankolé II (Bafoulabé).

- Monia:

Au total 32 paysans en deux listes ont été recensés pour un besoin d'équipement évalué à 3 906 000 FCFA. Sur instruction de la mission de supervision du cabinet MDR, conduite par Mr Ibrahima DIALLO, et compte tenu du budget disponible, la première liste de 18 paysans a été retenu pour cette campagne. La deuxième liste a été réservé pour la campagne prochaine.

Ainsi 18 paysans de la liste retenu ont été totalement équipé pour un montant de 2 296 500 FCFA .

A la demande des bénéficiaires et sur instruction de la mission de supervision le paiement des 20 % d'acompte à la remise a été reporté sur la première année de remboursement. Ce montant s'élève à la somme de 459 300 FCFA.

- Association Féminine "DJIGUI SEME" de Kamankolé II (Bafoulabé):

L'Association Féminine "DJIGUI SEME" de Kamankolé II (Bafoulabé) a manifestée un besoin d'équipement de 20 charrettes pour évacuation des produits de maraîchage sur les marchés voisins. Les contraintes budgétaires ont ramenées à étendre ce besoin sur 3 voir 4 campagnes et ce en fonction des taux de remboursement réalisés par l'association. Il a été ainsi retenu pour cette campagne d'équiper l'association de 5 charrettes.

Ces 5 charrettes ont été commandées et rendues disponibles à Bafoulabé depuis le 10 Juillet 200. Au regard du prix de ces charrettes (172 500 FCFA), les femmes ont désistées pour les charrettes de fabrication locale au prix de 120 000 FCFA l'unité.

A cet effet, sur recommandation du Coordinateur National, le Chef SLACAER a été chargé de:

- reprendre les 5 charrettes pour les placer auprès d'autres paysans
- d'acheter localement le nombre de charrette proportionnellement à l'avance des 20% sur les 5 charrettes (soit 172 500 FCFA, donc une charrette).

Cette opération est en cours au niveau du SLACAER

Ainsi, au cours de cette 3ème Campagne d'Équipement à Kayes, 80 paysans des cercles de Diéma, Kéniéba, Bafoulabé, Kayes et Yélimané ont pu être équipés pour un montant de 22.902.750 FCFA. (voir tableau récapitulatif)

TABLEAU : RÉCAPITULATIF DES BÉNÉFICIAIRES D'EQUIPEMENTS AGRICOLES DANS LA REGION DE KAYES (TROISIÈME CAMPAGNE 2001 - 2002)

CERCLE	NBRE DE BÉNÉFICIAIRES	EQUIPEMENTS					Montant (FCFA)	Remboursement 20% Recouvrement
		P.Boeuf (200000)	Semoir (91250)	Multiclt (84750)	Charette (172500)	Chartue (53500)		
DIEMA	16	16	0	7	16	9	7.034.750	1.406.950
KAYES	12	12	0	2	11	9	4.948.500	989.700
KENIEBA	42	16	8	8	18	9	8.194.500	1.179.600
BAFOULABÉ	5	0	0	0	5	0	862.500	0
YELIMANE	5	5	0	0	5	0	1.862.500	372.500
TOTAL	80	49	8	17	55	27	22.902.750	3.948.750

PROJET KR II :

La tournée ministérielle a permis aux paysans de la Région de bénéficier de 11 motopompes, 160 m de raccord de refoulement et un séchoir solaire du KR II sous le couvert du Programme Équipement.

- Les motopompes de marque YANMAR en version DIESEL de 6 CV, ont été attribués à crédit (contrat à l' appui) à 600 000 FCFA chacune remboursable en 5 ans. Elles constituaient une partie du reliquat du stock de matériels KRII.

Le montant de 1 080 000 FCFA , correspondant aux acomptes de la première année (excepter ceux des 2 groupements féminins de Kamankolé I- Kayes) a été recouvert par la DRAER et versé dans le compte KRII.

La répartition de ces motopompes dans la Région est la suivante:

- 5 à Kayes (dont 4 sur instruction du plan d' action)
- 5 à Diéma (dont 2 sur instruction du plan d' action)
- 1 à Bafoulabé (sur instruction du plan d' action)

(Voir en annexe 2, la liste nominative des bénéficiaires)

- Le raccord de refoulement et le séchoir solaire ont été attribués à titre d' appui (plan d' action) respectivement à l' association "NIELENI" des femmes de Bafoulabé et à Mr Sanga KEITA planteur à Guénoubanta (Cercle de Kéniéba). Ces équipements ont été financés par la DAF sur fond KRII .

- Cinquante deux (52) paysans ont été équipés en matériels agricoles (charrues, charrettes, multiculieurs, semoirs, paires de bœufs) pour un montant de 15.900.000 F CFA.

(Voir tableau récapitulatif en annexe)

- Appui aux collectivités disposant au niveau de la DRAER un dossier d'Avant Projet Détailé dans le cadre d'une recherche de financement pour le Développement de leur localité ;

- L'organisation des groupements de pêcheurs pour une meilleure gestion des ressources halieutiques.

DRAER de Sikasso

Identification des activités avec les organisations paysannes (OP) dans le cadre du programme GDRN :

Il s'agit au cours de réunions, d'identifier tous les besoins d'appui des services techniques dont la DRAER à travers les programmes et qui sont à réaliser dans le cadre des contrats-programmes entre OP et GDRN pour 2001.

L'intervention de la DRAER dans ces activités ont porté sur :

- . Le contrôle des dossiers d'études techniques; les reconnaissances de sites,
- . La supervision des travaux de réalisation des ouvrages, des aménagements hydroagricoles jusqu'à leur réception provisoire et définitive.

Suivi du schéma pastoral du cercle de Yorosso

La DRAER de Sikasso a participé à toutes les missions de suivi du schéma pastoral du cercle de Yorosso. Organisée par le programme GDRN, cette mission s'est déroulée du 28 octobre 2001 au 1er novembre 2001 dans les 9 communes du cercle de Yorosso.

Objectifs de la mission de suivi :

- faire le point d'exécution des activités programmées lors du forum du cercle
- constater sur place le niveau d'appropriation et d'application des outils de diagnostic par les représentants des comités villageois ayant été formés.
- faire l'état d'exécution des recommandations formulées lors de la mission de suivi
- redynamiser les actions qui souvent traînent à cause des difficultés de mobilisation des acteurs.

Diffusion de la charte pastorale et présentation du projet de décret d'application de la charte pastorale en zone d'intervention du programme GDRN (cercles de Yorosso, Koutial, Kadiolo, Sikasso).

La DRAER a participé à cette mission qui s'est déroulée avec le programme GDRN du 17 au 26 septembre 2001 avec deux représentants de la DNAER;

Du 27 au 29 novembre 2001 participation aux travaux sur le projet de programme de développement économique, social et culturel de la région de Sikasso (2001 - 2004). Cet atelier a été organisé par l'Assemblée Régionale de Sikasso.

La visite du prototype de magasin de conservation de la pomme de terre à Sabénébougou et à Bogotieré

Organisée par le CAE (Centre Agro-Entreprise) avec la participation de la DRAER, DRAMR, AMATEVI (cette visite s'est déroulée dans les villages de Sabénébougou et Bogotieré pour s'enquérir de l'état des prototypes de magasins de stockage de la

pomme de terre. Suivant les constats effectués avec des villageois, le taux de perte est minime, les magasins répondent mieux aux aspirations.

Le 5 août 2001 Participation à la campagne de lancement du projet s'équiper pour vaincre la pauvreté à Yorosso.

Participation aux travaux des groupes thématiques du Programme GDRN

Dans le cadre de la collaboration avec le programme GDRN, la DRAER est membre des groupes thématiques et elle participe à toutes leurs activités.

Ces groupes sont : - conventions locales

- genre
- filière plants
- gestion multifonctionnelle des bas-fonds et des petites vallées inondables.

Ce dernier groupe a été créé en 2001, dans le souci d'organiser au mieux l'ensemble des intervenants pour une meilleure gestion des bas-fonds.

Réunions Consortium Bas-fonds

Le consortium bas-fond est un groupe de travail multidisciplinaire qui couvre plusieurs pays dans la sous-région. La DRAER est membre de l'UNC (Unité National de Coordination) dont la coordination est assurée par le Directeur du CRRA de Sikasso. Au total 5 sessions ont été tenues cette année 2001 à savoir :

1^{ère} session : 23 janvier 2001, l'ordre était le suivant :

- information générales
- point d'exécution des projets exécutés en 2000
- questions diverses.

2^{ème} session : du 14 au 15 février 2001 : lecture et discussion des propositions de projets qui seront soumises au consortium Bas-fonds.

3^{ème} session : du 29 au 30 mai 2001, cette session a enregistré outre les membres de l'UNC, l'arrivée d'une délégation de la coordination régionale (Bouaké).

4^{ème} session : le 24 août 2001, discussion de la proposition de l'étude diagnostique sur les pratiques actuelles de pisciculture dans la région de Sikasso.

5^{ème} session : du 29 au 30 novembre 2001, état d'exécution des projets en cours d'exécution pendant l'année 2001.

Atelier régional sur le foncier rural

La multiplication des niveaux de gestion du foncier rural engendrée notamment par la mise en œuvre de la décentralisation rend opportune une concertation constructive entre tous les acteurs du foncier rural.

Au niveau régional, une communication a été préparée à l'issue de cet atelier notamment à partir des questions suivantes :

- quels sont les points de blocage, les causes des grands types de problèmes identifiés ?
 - quels sont les axes de travail à définir pour palier le problème identifié ?
 - quels sont les modalités de mise en œuvre et de suivi des axes de travail ?
- Les documents de synthèse de l'atelier régional a été présenté lors de l'atelier national sur le foncier rural.

DRAER de Mopti

Les Appuis aux Producteurs et Collectivités décentralisées ont été effectué par :

- l'appui - conseil sollicité par certains producteurs et collectivités territoriales décentralisées,
- l'appui technique apporté à certaines Mairies par l'élaboration des termes de référence et des études techniques pour des aménagements, des Infrastructures et d'équipements hydro - agricoles et d'élevage,
- l'appui financier et matériel apporté aux productrices et producteurs à travers certains projets et programmes du département dont la mise en oeuvre est assurée par les directions régionales, ~~il s'agit~~ (
- du Projet « s'Equiper en Reboisant »
- du Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR) ~~Le Projet dans sa composante petite irrigation est en préparation~~
- du Projet Agricole de Développement du Cercle de Douentza) ~~en cours de préparation~~

DRAER de Gao

Dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation, la loi N°95-34/AN-RM du 14/4/1995 portant code des collectivités en son article 14, la DRAER en collaboration avec les autorités communales par rapport aux besoins des populations en tenant compte des ressources internes, les actions suivantes ont été entreprises:

Inventaire des aménagements piscicoles existants dans la région (communes de Gounzoureye et Gabéro);

Formation des exploitants de PIV en entretien et maintenance des groupes motopompes;

Appui technique de la DRAER aux pêcheurs pour l'exécution de 7 bassins piscicoles de la commune de Bourra;

Appui technique au programme d'activités de la commune de Gounzoureye.

~~Tableau de Synthèse : Statistiques entrées des points 9.9 - 2.5~~

III. CHAMP DES PROJETS ET PROGRAMMES

3.1. Projet de développement Intégré Aux Mamelles (PDIAM)

3.2. Projet Moyen Bani : Etat d'exécution technique par composante

- A. Aménagement Hydraulique

~~L'adjudication des travaux de construction du barrage sur le et d'aménagement des plaines au groupement GATOUCTER a obtenu la non-objection de la BAD qui a été approuvée en conseil de ministre. Le décret et la lettre de marché sont envoyés à la BAD depuis mars 2004 pour avis.~~

~~La proposition d'adjudication provisoire de l'aménagement des plaines est à la BAD pour avis depuis juillet 2006.~~

~~Un retard d'au moins une année est accusé sur les grands travaux pour des maisons plus politiques que techniques.~~

2.6- Appuis aux Producteurs et Collectivités Décentralisées

Au cours de l'année 2001, les producteurs et collectivités décentralisées ont bénéficiés d'appuis très diversifiés. Ces appuis variant d'une région à une autre se résument comme suit :

Région de Koulikoro:

- Organisation des groupements de pêcheurs pour une meilleure gestion des ressources halieutique ;
- Appui aux collectivités disposant au niveau de la DRAER un dossier d'avant projet détaillé dans le cadre d'une recherche de financement pour le développement de leur localité ;

Région de Sikasso:

- Identification des activités avec les organisations paysannes (OP) dans le cadre du programme, CDRN ;
- Diffusion de la charte pastorale et présentation du projet de décret d'application de la charte pastorale en zone d'intervention du programme CDRN (circonscription de Yorosso, Kouiala, Kadiolo, Sikasso) ;
- Suivi du schéma pastoral du cercle de Yorosso ;
- Participation aux travaux des groupes thématiques du programme CDRN, aux réunions consortium Pas fonds et à l'atelier régional sur le foncier rural ;

Région de Mopti:

- Appui Conseil aux producteurs et collectivités rurales décentralisées ;
- Appui technique apporté à certaines Mairies par l'élaboration des termes de référence et des études techniques pour des aménagements, des infrastructures et équipements hydro-agricoles et d'élevage.
- Appui financier et matériel apporté aux productrices et producteurs à travers certains projets et programmes du département dont la mise en œuvre est assurée par les directions régionales.

Région de Gao :

- Inventaire des aménagements piscicoles existants dans la région (Communes de Gounzoureye et Gabero) ;
- Formation des exploitants de PIV en entretien et maintenance des groupes motopompe ;
- Appui technique de la DRAER aux pêcheurs pour l'exécution de 7 bassins piscicoles de la commune de Boune ;
- Appui technique au programme d'activité de la commune de Gounzoureye

Tableau de Synthèse : Statistiques chiffrées des points (2.1 - 2.6)

X

2.5- Pêche et pisciculture

2.5.1 La Pêche :

la pêche qui était considérée comme un secteur génératrice de plus value, est actuellement mal exploitée à cause de la mauvaise organisation des professionnels du dit secteur

- Cette activité à tendance à se transformer en une activité de subsistance à cause du découragement des acteurs, de la vétusté et l'inexistence dans la majorité des cas des engins de pêches

- Tenant compte de l'importance de cette activité tant pour l'économie nationale que pour les populations rurales certaines mesures doivent être envisagées pour sa rédynamisation : La réduction des taxes sur l'importation des engins ; la mobilisation des financements en sa faveur l'équipement des pêcheurs sous forme de crédit remboursable à court moyen ou long terme ; la mise en place des infrastructures pour la transformation et la conservation du poisson.

Au plan délivrance des permis de pêche, 3199 permis (toutes catégories confondues) ont été délivré pour une recette de vingt un millions deux cent onze mille cinq cent (21.211.500 f cfa) dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao - (CF - tableaux statistiques en annexe)

2.5.2 La Pisciculture :

La pisciculture est un domaine quasi inexploité, cependant on dénombre certaines infrastructures piscicoles dont :

-30 mares aménagées exploitées dans la région de Mopti,

-14 étangs piscicoles fonctionnels à Tombouctou (Goundam),

-et 40 étangs piscicoles aménagés à Gao

2.5- Pêche et pisciculture

Les activités ont concerné les points suivants :

a- la production halieutique

La production nationale s'élève à 123 730 tonnes de poissons frais.

Port de Mopti :

- Poissons transformés (quantités débarquées sur le port) :

Fumé	: 3 616 tonnes
Séché	: 698 tonnes
Brûlé	: 1 609 tonnes
Total débarqué	: 5 923 tonnes

- Poisson frais : 2 380 tonnes

b- Poissons commercialisés

Quantités expédiées

Fumé	: 3 103 tonnes
Séché	: 374 tonnes
Brûlé	: 1 328 tonnes
Total	: 5 805 tonnes

Quantités commercialisées

Intérieur total (fumé-séché-brûlé) : 3 660 tonnes

Extérieur (C.I. - Ghana - B.F.) : 1 145 tonnes

Statistiques Halieutiques et Piscicoles

a) Situation des Permis de Pêche en Stock

Régions	R.A	R.B	RC	Sportif	Total stock	Observations
Kayes	NP	221	164	55	440	
Koulakoro	20	328	446	22	816	
Sikasso	NP	NP	NP	NP	NP	NP = non parvenu
Ségu	220	565	141	34	960	
Mopti	272	1427	944	546	3189	
Tombouctou	500	413	310	25	798	
Gao	239	1260	499	89	2087	
Kidal	-	-	-	-	-	Aucune situation ne Ressort dans le rapport Annul.
District BKO	-	-	-	-	-	
Total	1251	4214	2504	771	7426	

Observations : RA = résident A ; RB = résident B ; RC = résident C ; NP = non parvenu

Commentaire : les stocks de permis de pêche (toutes catégories confondues) sont plus importantes au niveau des régions de Mopti, Gao et Tombouctou respectivement 3189 permis et 2087 permis et 798 permis. Au niveau des catégories de permis de pêche les stocks sont importantes pour les permis de pêche résident B au nombre de 4214 permis et des permis de pêche résident C au nombre de 2504 permis et le plus faible stock de permis de pêche se retrouve au niveau du permis sportif au nombre de 771 permis.

b) Etat des Permis de pêche délivrés au 31/12/2001

Régions	R.A	R.B	R.B.E	R.C	Sportif	Total permis par région	Taux de réalisation
Kayes	NP	42	0	69	31	142	4,44%
Koulikoro	5	72	0	54	3	134	4,20%
Sikasso	2	191	0	116	-	309	9,66%
Ségou	22	308	0	100	21	451	14,10%
Moïti	77	361	0	29	4	471	14,72%
Tombouctou	142	543	0	83	0	768	24,00%
Gao	92	623	0	207	02	924	28,88%
Kidal	0	0	0	0	0	0	0
District BKO	0	0	0	0	0	0	0
Total	340	2140	0	658	61	3199	

RA = résident A ; RB = résident B ; RC = résident C ; RBE = résident B étranger ; NP = non parvenu

Commentaire : - Les plus forts taux de délivrance des permis de pêche (toutes catégories confondues) se retrouvent à Gao, Tombouctou, Moïti et Ségou avec respectivement 28,88% ; 24% ; 14,10% et 14,72% et les plus faibles à Kayes et Koulikoro. Concernant Bamako district et Kidal on enregistre aucune réalisation en matière de délivrance des permis de pêche.

• Les plus forts taux de délivrance par catégorie de permis se retrouvent au niveau des RB ; RC se chiffrent respectivement à 66,90% ET 20,757% et les plus faibles au niveau de RA de 10,62% et le sportif de 1,91%.

c) Situation recettes des permis de pêche au 31/12/2001

Régions	RA	RB	RBE	RC	Sportif	Total
Kayes	0	252.000	0	207.000	46.500	505.500
Koulakoro	75.000	432.000	0	162.000	4.500	673.500
Sikasso	30.000	1.146.000	0	348.000	-	1.524.000
Ségou	330.000	1.848.000	0	1.500.000	31.500	3.709.500
Mopti	1.155.000	2.166.000	0	93.000	6.000	3.420.000
Tombouctou	2.130.000	3.258.000	0	249.000	0	5.637.000
Gao	1.380.000	3.738.000	0	621.000	3.000	5.742.000
Kidal	-	-	0	-	-	-
District BKO	-	-	0	-	-	-
Total	5.100.000	12.840.000	0	3.180.000	91.500	21.211.500

Commentaire : Les recettes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de pêche (toutes catégories confondues) sont plus élevées au niveau de Gao, Tombouctou, Ségou et Mopti se chiffrent respectivement à 5.742.000^f; 5.637.000^f; 3.709.500^f et 3.420.000^f tout comme indiqué dans le commentaire du tableau b ou les mêmes régions disposent des plus fortes taux de délivrance des permis de pêche tandis que Kidal et Bamako-District n' enregistrent aucune recette.

Le permis de pêche catégorie, résident B enregistre la recette la plus élevée de 12.840.000^f suivie de catégorie résident A de 5.100.000^f

2.7. Suivi Evaluation des services et projets

Organisation des statistiques

Base de données :

- inventaire et recensement des plaines aménagées et aménageables
: élaboration d'un draft rapport.

- Base de données du personnel sur Access
- Statistiques des DRAER

Suivi-évaluation

Suivi-évaluation interne

- Prise de contacts
- Elaboration des TDR

Suivi-évaluation externe avec la CPS-MDR : Suivi d'impact

Suivi-Evaluation des Programmes du Département

- Volet rationalisation DNAER du PASAOP
- Sous-composante Petite Irrigation PNIR

Rapport bilan des activités de la DNAER (1992-2000) : élaboration du draft.

Analyse des BSI des projets et Programmes

cf. tableaux :

Analyse des dossiers

III- SITUATION DES PROJETS ET PROGRAMMES

3.1- Projet de Développement Intégré Aval Manantali (PDIAM)

La zone du projet se situe dans le cercle de Bafoulabé, à l'intérieur de la région de Kayes. La zone d'influence correspond à une bande de 75 km sur les deux berges de la vallée du fleuve Bafing, entre le barrage de Manantali et la ville de Bafoulabé.

L'objectif global du projet est la lutte contre la pauvreté par la recherche de la sécurité alimentaire dans sa zone d'intervention.

Le coût du projet est estimé à la somme de 15 393 100 000 F CFA, repartie entre les différentes sources de financement comme suit :

- FSD : 4 720 000 000 F, soit 30.7%
- FKDEA : 3 988 400 000 F, soit 25.9%
- BID : 3 410 200 000 F, soit 22.2%
- Fonds OPEP : 2 265 600 000 F, soit 14.7%
- GRM : 1 008 900 000 F, soit 6.7%

Après la mise en vigueur effective de l'ensemble des prêts relatifs au financement du projet à la fin de l'année 1999, les activités de mise en œuvre effective ont démarré en Janvier 2000.

Le tableau donne le point des activités menées par l'équipe technique du projet pendant l'année 2001 (deuxième année du projet).

PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE EN AVAL DU BARRAGE DE MANANTALI (PDAMI)

COMPOSANTE	ACTIVITES	ETAT D'EXECUTION	OBSERVATIONS
A : AMENAGEMENT DES RESEAUX D'IRRIGATION ET DE DRAINAGE	Actualisation des dossiers d'APD et de DAO	Versions nouvelles de la conception des deux (2) périmètres réalisés	Avis des bailleurs pour lancement des Appels d'offre pour la réalisation des travaux d'aménagement
B : DEVELOPPEMENT AGRICOLE	Tests d'introduction de culture Soja (11 villages), l'igname (3 villages), le pois sucre (8 villages)	Réalisation de tests concernant le Soja (11 villages), l'igname (3 villages), le pois sucre (8 villages)	Seuls les parcelles de test de Soja ont été récoltées (rendement moyen de 0.63 t/ha)
	Plantations d'arbres fruitiers	Plantation de 35 pieds d'arbres dans la cours des bureaux et dans la cité de Manantali	
C : DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE, APPUI TECHNIQUE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	Hydraulique villageoise	Rehabilitation de forages : 14 pompes répartées dans 6 villages et la cité de Manantali	Attribution de la Réalisation de 6 forages nouveaux sur Fonds BSI.
		Réalisation d'un (1) puits à grand diamètre	Puits pour les femmes.
	Appui aux activités économiques des femmes	Trois (3) moulins attribués à trois associations féminines	Installation non faite
	Elaboration d'une stratégie de communication du projet	Etude en cours	
D : SOUTIEN A L'AGENCE D'EXECUTION	Activités des sous-composantes : Achats de véhicules et équipements divers et Constructions		Lancement de l'ensemble des Activités en 2001
F : SERVICE DE CONSULTANT	Activités prévues au titre des contrats relatifs à l'actualisation des APD et DAO des travaux d'aménagement et de constructions de la direction du projet et études diverses pour le Projets. (Contrats SCET-Tunisie/CIRA-6arif)	En exécution	Versions finales des dossiers d'APD et de DAO actualisés envoyées aux bailleurs de fonds

Activités prévues au titre du contrats relatifs à la surveillance et au contrôle des travaux d'aménagement et de construction (Contrats SCET-Tunisie/CIHA-sah) (Contrat KCI/C/La Soudanais)	- Activités relatives aux Etudes de nouveaux sites d'AHA (Contrat KCI/C/La Soudanais)	L'exécution du contrat démarra avec les travaux Sites retenus pour une superficie de 2500 ha. Etudes pédagogiques terminées	Etudes topographiques suspendues pendant l'hivernage
---	--	---	--

Les résultats globaux de la situation financière du projet sont présentés dans le tableau suivant :

Rubriques de dépenses	Budget National	Fonds extérieurs			Total
		OPEP	FKDEA	FSD	
Travaux	65 810 081	-	-	-	65 810 81
Équipement investissement	38 662 426	-	2 697 200	-	41 359 626
Fonctionnement	45 595 448	26 464 151	-	-	72 059 599
Personnel	11 202 045	-	-	-	11 202 045
Formation	700 000	-	-	-	700 000
Etude et prestation	3 030 000	-	31 081 500	31 081 500	65 193 000
Total général	165 000 000	26 464 151	33 778 700	31 081 500	256 324 351

source : rapport annuel 2001, PDIAM

Les niveaux des décaissements sont restés très faibles ; ceci trouve son explication dans le fait que les principales composantes du projet n'ont jusqu'à présent pas connu de début d'exécution.

La contrainte majeure rencontrée par le projet est liée à la lenteur et la lourdeur des procédures tant au niveau national qu'à celui des partenaires extérieurs.

3.2- Projet Moyen Bani (PMB)

Le Programme de Mise en Valeur des Plaines du Moyen Bani (PMB) est localisé dans la région de Ségou. Il couvre une partie des cercles de Bia, San et Ségou sur les rives du fleuve Bani du pont de Douna à la Plaine de San-Est.

Le programme vise à terme l'aménagement de 20 320 ha en deux phases, en utilisant le plan d'eau généré par la construction du barrage seuil de Talo.

3.2 Projet Moyen Bani (PMB)

Tableau n° : Etat d'exécution des activités programmées-Janvier à Décembre 2001

Activités/tâches	Etat d'exécution	Contraintes/difficultés
AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE		
Travaux	<p>L'avis de la BAD est attendu sur les projets de marché des lots 1 et 3 depuis le 11 Avril 2001. L'attribution a été faite au groupement SATON-OTER.</p> <p>Pour le lot 2 aucun avis n'est encore donné de la part de la BAD sur la proposition d'adjudication provisoire de la partie malienne</p>	<p>Arrêt du lancement des travaux par le bailleur de fonds suite à la plainte introduite par l'ONG américaine CULTURAL SURVIVAL.</p>
Etude et travaux des PPI et ABF		
Etudes et approbation	Version définitive de l'APD et version provisoire du DAO déposées au mois d'août.	
Lancement du DAO des travaux	Version définitive du DAO en cours d'élaboration ;	

47 b

DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL	
Volet Agriculture	
Informier et sensibiliser au niveau de 44 villages les bénéficiaires sur leurs futures fonctions de gestionnaires des aménagements	12 villages ont bénéficié de la sensibilisation sur les fonctions de gestion des aménagements.
Apporter un appui à l'émergence et à la légalisation de 30 OP d'agriculteurs, éleveurs, apiculteurs, etc.	Une association des emboucheurs a été créée.
Renforcer la capacité d'autogestion de 8 OP d'agriculteurs, éleveurs, apiculteurs, etc.	L'activité n'a pas été exécutée pour des raisons de disponibilité de fonds à temps
Etudier la faisabilité de la délimitation des appropriations foncières villageoises	Le dossier de consultation est en cours de lancement
Délimiter les appropriations villageoises	L'activité est liée à la précédente
Finaliser le protocole de collaboration PMB/CMDT	Le protocole a été signé en juin
Survi du protocole	Des réunions de suivi des activités ont été organisées
Recherche - Développement	
Activités préparatoires	Sensibilisation des paysans sur le compostage Formation de paysans sur la production de fumure organique Fourniture de matériels et d'instrants aux paysans sélectionnés
Faire 24 démonstrations (tests) de production et d'utilisation de fumure organique	20 parcelles de démonstration ont été mises en place.

47c

Volet Elevage	
Elaboration de la réglementation pastorale	
Suivi de l'étude sur les parcours pastoraux	La consultation a été lancée. Le BEAGGES adjudicateur du marché a démarré les études.
Diffusion de la loi portant charte pastorale au Mali	La diffusion n'a pu se faire, tous les textes n'étant pas encore disponibles
Elaboration de la réglementation pastorale locale	L'activité est liée à l'étude sur les parcours pastoraux
Formation des vétérinaires privés	La formation n'a pas été réalisée en attendant l'avis de la BAD sur la note technique qui lui a été soumise pour avis Ces activités sont liées au démarrage de l'activité précédente.
Suivi des vétérinaires privés	
Appui au réseau Pives - Mali	
Amélioration du disponible fourager	
Vulgarisation des cultures fourragères	La vulgarisation a concerné la culture de dolique chez 22 paysans sur 11 ha
Plantation de ligneux fourragers	La plantation a concerné l'acacia Sénegal sur 10 ha
Vulgarisation des techniques de coupe et stockage de foin	28 chefs ZDRZAER ont été formés sur les techniques La répercussion a concerné 1 paysan par ZDRZAER
Volet pêche /Pisciculture	
Promouvoir la création de 5 organes consultatifs	L'activité n'a pu être réalisée pour des raisons de calendrier de la personne ressource.
Essai de pêche (TDR, choix consultant, suivi de l'étude)	Une proposition d'étude et un projet contrat ont été soumis à la BAD pour avis.
Apporter un appui à l'émergence et à la légalisation de 2 OP de pêcheurs/pisciculteurs	Ces activités se sont limitées à la sensibilisation.

Renforcer la capacité d'autogestion de 20P de pêcheurs/pisciculteurs		
Socio -économie		
Réaliser des enquêtes socio-économiques dans 20 villages directement concernés par les aménagements de la plaine de Woloni	Les enquêtes ont été réalisées dans 21 villages directement concernés par les aménagements. Les rapports des enquêtes sont disponibles.	
Collecter les statistiques de production agricole	Des fiches ont été préparées pour la collecte de données production et de commercialisation des céréales dans la zone du projet.	
EXPLOITATION ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT		
Crédit aux Producteurs	Finaliser le protocole d'accord avec la BNDA pour la gestion du fonds de crédit aux producteurs	Un projet de protocole d'accord et une note justificative de la mise en place d'une ligne de crédit en remplacement de fonds de garantie a été envoyée à la BAD. Suite aux observations de la BAD un accord de rétrocession entre la BNDA et la Dette Publique est en cours de préparation.
Procéder à la mise en place du fonds de crédit	La réalisation de ces activités est liée à l'exécution de l'activité précédente.	
Suivre l'octroi du crédit aux producteurs		
Formation		
Elaborer et suivre un programme de formation des cadres	Un programme et un bilan de formation en année 2000 ont été élaborés.	
Appui à l'amélioration de l'encaissement sanitaire		

Construire le CSCOM de Kazangasso	Le chantier a démarré le 11/04/01. Les bâtiments principaux sont exécutés. Il reste la pose des baies et les travaux de finition. Les travaux d'élévation de la clôture sont terminés sur trois façades.
Construire la clôture du CSCOM de YANGASSO	Le souhaitement de la clôture est fait. Le reste des travaux est en cours de réalisation.
Equiper les CSCOM/CSAR de Kazangasso, Touna, Yangasso, Nampasso, N'Gao, Katiéna, Séréméno, CSREF de San et Bla	Des équipements médicaux ont été livrés aux centres de santé.
Suivre les accoucheuses traditionnelles formées de l'aire de santé de N'Gao	Une mission de suivi a été effectuée en mai.
Former les relais sociaux en techniques de lutte contre les maladies liées à l'eau dans l'ex arrondissement de Yangasso	40 relais sociaux ont été formés.
Former le personnel sanitaire de Kazangasso et l'ASACO à la gestion du CSCOM	Cette activité est conditionnée à l'achèvement du CSCOM.
Réaliser des messages sur la santé humaine avec les radios de proximité	Des messages de santé ont été réalisées sur les radios Bendougou et Santoro.
Travaux de reboisement	Les anciennes parcelles se maintiennent bien ; seuls à Touna certains plants sont attaqués par les termites
Suivre les sites de reboisement de Kémény, N'Toba, Touna et Tinéni	7 planteurs privés, 1 commune urbaine, 1 association féminine ont été sensibilisés et ont reçu l'appui du projet pour la mise en place de leurs plantations.
Sensibiliser et former les populations à la promotion de plantations privées	44,5 ha de plantations ont été réalisées.
Réaliser une plantation de 50 ha dans les cercles de Bla et de San	
Mettre en place 08 sites écologiques de 0,25 ha dans les écoles PFIE de Bla	L'activité n'a pu avoir lieu car les sessions de formation des maîtres ne sont pas terminées.
Planter des arbres dans les cours des CSCOM construits/rénovés	Les cours de 5 CSCOM ont été rebroussés.
Réalisation de points d'eau potable	

474

Préparer et lancer les DAO	La consultation a été lancée.
Choix des entreprises – signatures des lettres de marché	L'entreprise FASO TRAVAUX est adjudicatrice du marché.
Installation des entreprises	Les travaux ont commencé à N'Gao et Dala le 18 octobre et sur les sites de Talo et Kazangasso le 1 ^{er} décembre.
Travaux	
DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DES FEMMES	
Credit spécifique aux femmes	
Finaliser avec la BNDA le protocole d'accord et le cahier de charge de l'opérateur privé pour l'octroi de crédit aux femmes	Les projets de protocole d'accord, de cahier de charge pour le recrutement de l'opérateur privé et une note justificative de la mise en place du crédit ont été soumis à la BAD pour avis
Recruter l'opérateur privé	Ces activités sont liées à la précédente.
Suivre l'octroi du crédit	
Elaboration de programme de formation des femmes	
Elaborer un programme de formation	La BAD a demandé la prise en charge de cette activité par la CMDT
Recruter un consultant en vue d'élaborer les modules de formation et suivre l'étude	
Formations (Alphabétisation)	
Formation des arimatrices	60 femmes ont été formées
Organisation des sessions intensives villageoises	750 femmes ont été formées
Formation en organisation et gestion des groupements féminins	Non exécutée à cause du retard accusé dans l'élaboration des modules de formation.
Démonstration en transformation des produits agricoles	Ces programmes ont été retardés pour des problèmes de décaissement des fonds.
Formation aux techniques en rapport avec les activités maraîchage, transformation, aviculture, embouche	Retard dans la mise en place du fonds

Organisation de voyages d'études pour les femmes	
Sensibilisation des femmes	Des émissions radios ont été réalisées à Bla et San et des rencontres ont eu lieu avec les femmes.
Sensibiliser, informer sur l'importance et la nécessité des associations, groupements, rôle des femmes dans le développement	
GESTION DU PROGRAMME	
Administration/finances	
Gestion	
Assurer la gestion administrative et comptable des différents contrats et marchés	Application de la nouvelle organisation administrative du Programme : nomination des chefs de Divisions et de Sections Gestion des contrats de marchés.
Suivre les procédures avec les bailleurs	Suivi des procédures réalisée.
Suivre le personnel et le matériel	Suivi du personnel et du matériel réalisé.
Procéder à l'audit des comptes exercices 1999 et 2001	Audit réalisé.
Préparer le DAO pour l'audit de l'exercice 2001	
Organiser les rencontres du comité technique de coordination	Les deux rencontres ont été organisées.
Organiser l'atelier annuel de Bilan et de programmation des activités	L'atelier a été organisé à San.
Réaliser les travaux complémentaires des bureaux, du logement et de l'aménagement de la cour du PMB à Bla	Les travaux ont été réalisés.
Suivi et évaluation du programme	
Mise en place du système informatisé de Suivi - évaluation	

Choisir le bureau chargé de la conception et de la mise en place du système	Après approbation des résultats de dépouillement des offres par la BAD un contrat de prestation de services a été passé avec STUDI INTERNATIONAL le 11 septembre 2001.
Suivre et coordonner la consultation pour la mise en place du système informatisé de Suivi -évaluation	La consultation n'a pas encore commencé.
Procéder au suivi interne des activités à partie du plan d'opération	Le suivi est assuré à partir des réunions et enquêtes sur le terrain.
Constituer la banque de données	La collecte des données a commencé.
Évaluer les effets/ impacts des actions de sensibilisations et des mesures d'accompagnement du projet	L'évaluation s'est limitée à quelques enquêtes sur le terrain, les actions d'accompagnement devant se poursuivre
Elaborer les rapports trimestriels	Les rapports du 1 ^{er} trimestre, du 1 ^{er} semestre et le rapport annuel ont été élaborés.
Préparer les missions de suivi externes	Des rencontres ont eu lieu avec la DNAER et la CPS.
Suivi environnemental	
Suivre la mise en œuvre du protocole d'accord avec la DNACPN	Un protocole d'accord a été signé avec la DNACPN pour le suivi environnement. Une mission de suivi a été effectuée par la DNACPN du 5 au 11 avril 2001.
Recueillir les données nécessaires au suivi d'impact	
Suivre les études sur l'état des lieux et l'élaboration des indicateurs de suivi de départ	Le contrat de prestations de services relatives à cette étude a été signé le 16/11/2001. Les prestations n'ont pas encore commencé

Suivre la mise en œuvre du protocole pour l'étude de situation sanitaire en zone du projet avec l'INRSP	L'INRSP a effectué une étude sanitaire dans la zone du projet du 05 au 26 avril 2001. Le rapport provisoire de l'étude a été déposé. Il reste à organiser l'atelier de validation de l'étude.
Envoyer les TDR de l'étude épidémiologique animales à la BAD pour approbation	Les TDR et les propositions d'étude du LCV ont été envoyés à la BAD pour avis.
Préparer le protocole d'accord de l'étude épidémiologique animale avec le LCV	
Suivre les études épidémiologiques (santé humaine et animale)	Des séances de travail ont été organisées avec l'équipe de l'INRSP concernant la réalisation de l'étude sur la situation sanitaire.
Préparer un protocole pour la surveillance épidémiologique en zone du projet avec l'INRSP	Ces activités sont liées à la réalisation des études.
Suivre l'évolution des indicateurs (état des lieux, études épidémiologique)	
Prendre des mesures de protection et de conservation	
Organiser des séances d'information de sensibilisation, de formation à partir de modules IEC	Les modules de sensibilisation seront déterminés à partir des études sanitaires en cours de réalisation.
Mettre en œuvre la formation des maîtres PFIE en éducation environnementale	Deux sessions de formation ont été organisées.
Stratégie de communication	
Elaborer une stratégie de communication 2001	Un projet de protocole d'accord avec l'ORTM a été préparé et soumis à la BAD pour avis.
Adopter la stratégie de communication	
Appliquer la stratégie	
Suivre la mise en œuvre	

Il est conjointement financé par le fonds FAO (16 milliards de F CFA), le fonds de l'OPEP (4 milliards F CFA) et le GRM (2 milliards F CFA), soit un montant de 22 milliards de F CFA dont 14.7 milliards pour les investissements. Ces financements ont fait l'objet des accords de prêts no F/MAL/PRO-VAL-PLA-1/80/40 et 719/P signés respectivement les 16 et 20 Février 1998 et mis en vigueur le 31 Décembre 1998.

Le retard pris dans l'exécution des activités de la principale Composante du Programme du fait que la population située à l'aval (principalement dans la zone de Djenné) s'oppose à la construction du barrage seuil de Talo et que le bailleur de fonds a demandé d'aplanir cette situation, a beaucoup perturbé l'exécution du PETF prévisionnel 2001.

C'est ainsi que d'importants programmes de sensibilisation ont été conçus et mis en oeuvre, activités qui ont pris le pas sur la réalisation des activités programmées en 2001.

Le point d'exécution des activités inscrites au PETF 2001 est présenté par Composante dans les tableaux suivants :

Les difficultés que connaît le PMB dans sa mise œuvre sont :

- la suspension des grands travaux à cause des plaintes des populations de Djenné, situées en aval du barrage ; ces travaux représentent plus de 70% du volume des financements. Ceci a affecté la crédibilité du Programme et rend difficile la campagne de sensibilisation et d'organisation des bénéficiaires.

- la mobilisation des fonds pour les missions de terrain de la CMDT qui s'occupe des activités d'appui-conseil, qui a pris du retard à cause des longues procédures budgétaires.

3.3- Projet de Développement Rural Intégré de Saouné (PDRIS)

Le PDRIS est situé à Diré dans la Région de Tombouctou. Tenant compte de la disponibilité des ressources en eau et en sols le long et sur les rives du fleuve Niger d'une part et de l'occupation de ces sols et des pratiques agricoles locales d'autre part, un schéma directeur d'aménagement hydroagricole des rives du fleuve Niger a été établi sur 16 000 ha.

Le PDRIS est un test pour les diverses applications à l'exploitation ultérieure, avec maîtrise totale de l'eau des terres irrigables disponibles et la promotion de l'élevage. Le projet vise l'aménagement hydroagricole de 400 ha de la plaine de Saouné située à 5km de la ville de Diré sur la rive gauche du fleuve.

Il est financé par la BADEA à \$ 5.5 millions soit 76% et le GRM à \$ 1.7 millions soit 24%.

L'objectif global du PDRIS est de contribuer à l'autosuffisance alimentaire en produits agricoles et animaux des populations cibles.

~~III - SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES~~

~~3.1- Projet de Développement Rural Intégré de Saouné (PDRIS)~~

~~3.2- Projet Moyen-Bani (PMB)~~

3.3- Projet de Développement Rural Intégré de Saouné (PDRIS)

Plaine de Saouné : (financement BADEA). Démarrage de l'embouche Ovine par la mise à disposition de 250 têtes de moutons à 50 familles. Acquisition de 3 véhicules et 3 mobylettes et lancement d'avis d'appel d'offres pour la fourniture de matériels agricoles. Recrutement de l'Expert Arabe et mise en vigueur de son contrat et de sa prise de fonction. Suivi des différents dossiers administratifs et financiers ; achat de mobilier de bureau ; de carburants et lubrifiants pour le fonctionnement de la cellule. Exécution de 6 missions sur le terrain en vue d'une prise de contact avec les autorités administratives, politiques et les services techniques ; sensibilisation des bénéficiaires autour des objectifs du projet ; mise en place d'une association d'appui aux activités du projet et installation, de l'unité de gestion à Diré ; attribution du marché pour l'élaboration des dossiers d'avant projet détaillé et le contrôle des travaux d'aménagement du périmètre irrigué de la plaine de Saouné au groupement SABBOUR-BETICO.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL INTEGRÉ DE LA PLAINE DE SAOUINE (PDRIS)

ACTIVITÉS		ETAT D'EXÉCUTION	OBSERVATIONS
ES TERRES ET ES	-	Etudes d'APD en cours depuis Octobre 2001	Composante non encore démarré, liée à la réalisation des études d'APD et du DAO. Rapport d'APD attendu pour Fin Janvier 2002
EQUIPEMENT DE GE			Composante non encore démarré, liée à l'élaboration du dossier d'appel d'offre
ES RESSOURCES	Opération Embouche Ovine	Mise à disposition de 250 têtes de moutons pour 500 familles locales.	Signature d'un contrat de cession par les bénéficiaires, le projet et les Autorités locales.
ET DE	Lancement de l'Appel d'Offre pour la fourniture de 100 charrettes asines, 500 Pêles, 600 pioches, 500 brouettes, 500 râneaux, 100 charrues, 50 hères et 6 batteuses à riz.	Tout le matériel a été livré en Novembre	
ET DE	Elaboration du dossier d'Appel d'Offre des tracteurs ET du camion	En cours d'élaboration	
IEL A L'UNITE DE GPI	Recrutement de l'expert	DAO préparé et lancé sur internet	Choix effectué par l'administration après sélection de 3 CV par la BADEA Expert attendu pour Février 2002
ET PROTECTION	Suivi des dossiers administratif et financiers	Suivi réalisé	
	Equipement et fonctionnement du projet	Exécuté	
	Installation de l'Unité de Gestion	Réalisé	

LTATION	Marché d'Elaboration des dossiers d'APD ET de Contrôle des travaux d'aménagement du PI	Marché attribué au Groupement SABBOUR-BETICO (lettre de marche no0200 DGMP de mai 2001)	Ordre de service notifié au consultant le 24 Septembre 2001 et dépôt du rapport provisoire attendu pour Janvier 2002
IQUE		Déjà exécuté en 1995 par la BADEA à travers l'OADA	Cette composante sera actualisée par le Groupement SABBOUR-BETICO

Le tableau suivant donne l'état d'exécution des différentes composantes du projet au cours de l'année 2001.

La situation financière du projet se présente comme suit :

Bailleurs	Budget			Observations
	Prévu	Réalisé	Taux de réalisation	
GRM (BSI)	190 000 000	190 000 000	100%	Réduction de 158 000 000 F sur le budget prévisionnel annuel
BADEA	142 430 050	67 175 0000	47%	Faible décaissement du au retard accusé dans le choix de l'expert et le démarrage des études d'APD

source : rapport 2001, PDRIS

La grande contrainte dans la mise en oeuvre du projet demeure le manque de célérité du bailleur de fonds dans les échanges de courriers avec l'administration du projet. Le non démarrage des composantes principales telles que l'aménagement des terres et réseaux hydrauliques, la construction de la station de pompage, les bâtiments reste lié aux Etudes d'APD qui sont présentement en cours de réalisation.

3.4- Projet de Développement du Cercle d'Ansongo (PRODECA)

Le PRODECA est un projet à Approche participative qui vise à sécuriser et améliorer les productions alimentaires et les revenus des populations du cercle d'Ansongo, à travers une participation effective des communautés de base. La zone du projet couvre l'ensemble du cercle d'Ansongo situé dans la partie austral de la région de Gao.

Le PRODECA est financé par la BAD sur le FAD pour 9.44 millions UC et le GRM pour 1,35 millions UC (No du Prêt : F/MAL/DEV-RUR/00/42) ; soit un montant du coût d'environ 10 milliards de F CFA.

Le bilan des activités menées par Composante par le projet au cours de l'année 2001 est retracé dans le tableau suivant :

3.4- Projet de Développement du Cercle d'Ansongo (PRODECA)

CHAPITRE II : EXECUTION TECHNIQUE DU PROGRAMME PAR COMPOSANTE

A. AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRICOLE

Tableau n° 1 : de Etat d'avancement la composante A : Aménagements hydro-agricoles

<u>Activités</u>	<u>Résultants réalisés</u>	<u>Observations</u>
A1 : Préparer lancer Les DAO des AHA	Les DAO des AHA préparés et lancés	Ce sont les DAO de 6 PIV et de 8 plaines à submersion contrôlée. Le dépôt des offres est fixé au 30/01/02
A2 : Elaborer les cahiers De charges des exploitants	Les cahiers de charges ont été élaborés	
A3 : Animation – sensibilisation En vue de la mise en place des Groupements d'usagers		Des missions d'animation et De sensibilisation ont été organisées et Tenues au niveau des 14 sites

B. APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'ECONOMIE RURALE

Tableau n°2 : Etat d'avancement de la composante B : Appui au développement durable de l'économie rurale

<u>Activités</u>	<u>Réultats réalisés</u>	<u>Observations</u>
B1 : Crédit agricole		
Conclure avec la BNDA un protocole d'accord pour la gestion du crédit agricole	Le projet de protocole d'accord est élaboré et à l'étude à la BNDA	Le protocole d'accord sera soumis à leur prochaine session du C.A La BNDA n'étant pas encore opérationnelle
B2 : Aménagement et gestion du territoire		
Lancement de 10 SAT	Le DAO des SAT élaboré et lancé	Le dépouillement aura lieu le 17 janvier 2002 A réaliser après les études de SAT
B3 : Actions environnementales		
Conclure un protocole avec le secrétariat technique des Q.E	Le projet de protocole d'accord élaboré et signé avec la DRCN	Envoyé pour l'approbation à la BAD Un programme 2001/2002 a été élaboré et envoyé à la BAD pour avis
Elaborer un plan local d'action environnementale		
B4 : Programme de recherche/développement	*Le protocole d'accord élaboré et signé avec le CRRRA de Gao *Un programme de recherche/développement élaboré	Approuvé par la BAD Envoyé pour l'approbation à la BAD

C. FORMATION

Tableau n°3 : Etat d'exécution de la composant C : Alphabetisation et Formation des bénéficiaires et de l'encadrement

Activités	Résultats réalisés	Observations
C1 <u>Equipement</u>	DOA pour le matériel didactique élaboré et lancé	
C2 <u>Organiser des missions ponctuelles</u>	Avec l'appui d'une assistance technique en vue de la formulation d'un programme de formation.	Dossier de consultation pour l'A.T. élaboré et envoyé à la BAD pour approbation
C3 <u>Sous-traiter avec les ONG la mise en œuvre du programme de formation et d'alphabetisation</u>		TDR élaborés et le DAO en cours de finalisation
C4 <u>Organiser des voyages d'études en direction des cadres du projet et des producteurs VRES à Mopti et du PAPIV à Gao</u>	Un voyage d'études effectué avec les cadres du projets et les producteurs au niveau du projet VRES à Mopti et du PAPIV à Gao	DAO élaboré et soumis à la BAD pour avis
C5 <u>Organiser des missions d'information et de sensibilisation ayant le démarcage du projet</u>		ONG n'a pas été encore recrutée
Réaliser des sessions d'alphabétisation des bénéficiaires du projet		

D. UNITE DE DIRECTION ET DE GESTION DU PROJET

Tableau n°4 : Etat d'exécution de la composante D : Unité de Direction et de Gestion du Projet

Activités	Résultats réalisés	Observations	
		D1 : Construction de bureaux	D2 : Equipment
Etude d'avant projet détaillée des bâtiments du projet Préparation et lancement le DAO pour la construction des bureaux du projet, passation des marchés et démarriages des travaux	Etude d'APD des bâtiments réalisée Les DAO pour la construction des bureaux élaborés et lancés		Approbation de la BAD requise DAO en cours de finalisation Idem
D3 : Assistance technique		Le DAO pour l'acquisition de 6 véhicules préparés et lancés Marché en cours de passation	
D4 : Personnel		Dossier de consultation élaboré et lancé Dossier de consultation élaboré	Résultats techniques approuvés par la BAD Soumis à l'avis de la BAD
		La cellule de coordination du projet installée à Gao Le personnel contractuel recruté et opérationnel	4 chefs de division (DAF, DAHADES et D formation) 6 chauffeurs, 1 comptable, 1 comptable matière 1 secrétaire de direction, 2 agents de saisie, 2 manœuvres, 2 gardiens et 1 planteur
		Recrutement du personnel contractuel	

3.5- PROJET "S'EQUIPER EN REBOISANT"

Les activités de la 3^{ème} campagne 2000 / 2001 ont démarré en retard dans toutes les régions malgré l'ouverture des crédits dès la troisième décade du mois de Février 2001, cette situation n'est pas de nature à répondre aux objectifs du projet. Les informations essentielles de suivi et d'évaluation technique et financière manquent. Cette situation est dû en partie aux changements de directeurs intervenus au niveau des DRAER et au manque de budget à la DNAER pour le suivi du projet. Cependant l'exécution de ce projet au niveau des différentes DRAER a enregistré certains résultats :

- Au plan équipement : 392 paysans ont été équipés avec 252 charrués, 234 charrettes, 47 multiculteurs, 33 semoirs et 338 paires de bœufs
- Au plan reboisement une superficie totale de 546, 85 ha ont été plantées à travers le pays (CF Tableau en annexe)

Point d'exécution du projet s'équiper en reboisant campagne 2001

Régions	Nombre de personne	Superficie (ha)	Charrue	Charette	Multicultrice	Semoir	Paire de bœuf	Houe asine	Montant Total	Remboursement 20% du montant versé F CFA
Kayes	80	-	27	55	17	8	49	-	22.902.750	3.948.750
Koulikoro	58	150,3	58	-	-	-	58	-	17.76000	3.180.000
Sikasso	40	170	7	20	8	18	39	-	15.036.000	
Ségou	58	92,75	30	45	9	6	54	-	22.791.000	4.558.200
Mopti	65	-	65	65	-	-	65	-	28.650.000	5.734.020
Tombouctou	34	-	34	-	-	-	34	-	30.889.162	2.745.861
Gao	26	38,5	26	20	-	-	26	-	11.090.000	2.218.000
Kidal	13	16,80	1	13	-	-	13	-	4.905.000	981.000
District Bkô	18	78,50	4	16	13	1	-	-	10.710.000	
ODRS										
O.N.D.Y.										
Total	392	546,85	252	234	47	33	338		164733912	23365831

Commentaire : le taux de recouvrement de 20% a été atteint au niveau des DRAER de Koulikoro Ségou, Mopti, Gao et Kiddal, tandis que ce taux reste faible à Kayes et Tombouctou qui se chiffre respectivement à 17,24% et 8,88%.

Les DRAER de Tombouctou, Mopti, Kayes disposent des montants de financement élevés et les plus grands nombres de bénéficiaires d'équipement les plus élevés et les plus faibles se retrouvent au niveau de la DRAER de Kiddal.

Au plan réalisation physique en superficie plantée, et attribution d'équipement aux bénéficiaires des efforts appréciables ont été réalisés au niveau des DRAER de Sikasso, Koulikoro, Mopti et les plus faibles à Kiddal. Ainsi 546,85 ha ont été planté de main d'homme et 566 (charrees, charettes, multicultrices, semoirs) et 338 paires de bœufs ont été distribués.

X

3.6- Projet des Moyens d'Existence Durable (PMED)

Financée par le département pour le développement international (DPIID) du royaume uni, le projet est exécuté par la FAO dans 25 pays.

Au cours de l'année 2001 les réalisations suivante ont été enregistré au compte du PMED :

- Elaboration de documents de projet sur la collecte le traitement et l'analyse des données statistiques de pêche pour la mise en place d'un logiciel statique de pêche
- Etude du plan d'investissement du schéma directeur de développement de la pêche et la pisciculture au Mali déjà valide.
- Démarrage de l'exécution du dossier de rénovation du centre piscicole Molodo ;
- Mise en place et la formation des membres de l'unité de coordination nationale ;
- Mise en place d'un noyau d'experts nationaux ;
- Elaboration de deux projets portant respectivement sur l'appui au développement des activités de pêche des femmes et l'aménagement des mares de Kabio et Sahouna ;
- Tenue de 4 ateliers sous-régionaux portant respectivement sur : le renforcement des capacités ; les politiques, institutions et processus ; la pêche artisanale la pauvreté et le code de conduite pour une pêche responsable ; le partenariat entre la recherche, les politiques et le acteurs.

La Production Nationale de Poissons frais se chiffre à 123.730t les quantités de poissons débarqué au port de Mopti au cours de l'année est évaluée 8303,347 tonnes de poissons repartie comme suit :

- poissons frais : 2 380,168 tonnes
- poissons fumés : 3 616,184 tonnes
- poissons sèches : 697,996 tonnes
- poissons brûlés : 1 608,999 tonnes

Les quantités de poissons transformées et commercialisées se chiffrent à 4 805,029 tonnes dont 3 659,968 tonnes au Mali et 1 145,061 tonnes pour l'extérieur.

- Pour appuyer l'amélioration de l'encaissement sanitaire, des OSSEM ont été construits et sont en cours pour d'autres. Des matériels et équipements médicaux ont été acquis par le Projet et livrée à dix centres de santé. Les accueilleuses traditionnelles ont été suivies. 40 relais sociaux ont été formées en technique de lutte contre les maladies liées à l'eau à la faim. Des messages sur la santé ont été diffusés sur la ménagerie, les J.N.V. par les radios locales.
- Au cours de l'année, le Projet a suivi les sites de reboisement. Sept plantations privées, une commune urbaine (San) et une association féminine ont été sensibilisées à la promotion de plantations privées et ont reçu l'appui du Projet pour la mise en place de leurs plantations. Les plantations ayant sécurisé leurs parcelles ont planté 44,5 ha en 2004.
- Des points d'eau potables ont été réalisés à travers le forage de puits.

D. Développement des activités des femmes :

- Son rapport aux femmes, un fonds de crédit solidaire a été mis en place pour le financement des activités génératrices de revenus. Ce fonds sera géré par un opérateur privé.
- Une formation en gestion est en cours de préparation avec la CMTT.
- En matière d'alphabétisation, 60 femmes ont été formées dans 3 secteurs.
- Les séances intensives villageoises ont touché 750 femmes dans les mêmes secteurs.

3.3. Projet de développement Rural Intégré de Gouraudé (PROGRIS)

3.4. Projet de développement du Gercle d'Ansongo (PRODEGA)

3.5. Projet de "Équiper en Reboisement"

3.6. Projet des Moyens d'Existence Durable (PMED)

3.7. Gestion Hydroécologique du Niger Supérieur (GHENIS)

3.8. Programme National d'Infrastructures Rurales (PNIR)

Dans le cadre de l'exécution du Programme de la sous-composante petite irrigation du PNIR suivie par la DIER, les activités réalisées sont :

1. Elaboration des dossiers de présélection des structures d'appui (ONG) pour les DRAER de Mopti – Tombouctou – et Gao
2. Elaboration et lancement des Appel d'offres de présélection des Assistants Techniques Régionaux (ATR) pour les DRAER de Mopti – Tombouctou – Gao
3. Elaboration et lancement des Appel d'offres pour les études sur la valorisation des ressources en eaux souterraines et eaux de surface non pérennes dans la Région de Kidal.

4. Elaboration et lancement des Appel d'offres pour les études sur le coût des aménagements hydro-agricoles au Mali.
5. Elaboration des termes de référence et lancement des Appel d'offres pour la formation des cadres et acteurs sociaux évoluant dans la sous-composante petite irrigation.

DIFFICULTES ET PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTREES DANS
L'ANNEE

CONCLUSION

ANNEXES

Personnel

IV- DIFFICULTES ET CONTRAINTES

SAGR

Les activités se sont déroulées dans un contexte marqué par des difficultés de mobilisation des ressources financières auprès de la DAF du MDR.

DEP

- Le manque de moyens financiers pour les déplacements sur le terrain ;
- l'insuffisance notoire du personnel au niveau de la section Normes et au niveau de la Section Etudes.

BF

L'acheminement du courrier est un handicap sérieux. La plupart des courriers arrivent en retard, il devient quasi impossible aux DRAER de constituer les dossiers de candidatures aux formations.

Manque d'ordinateur et de photocopieuse.

En 2000, les contraintes suivantes ont été rencontrées dans l'exécution des Activités :

- l'insuffisance de financement pour les Activités techniques et les missions internes et externes ;
- le manque de feed-back après l'arbitrage du budget et sa répartition ;
- l'insuffisance du personnel ;
- la lenteur des procédures de passation des marchés tant au niveau national qu'à celui des partenaires extérieurs.

3.7 Gestion Hydro-agricole Nigéria Sénégal (CIV/90/00)**IV - DIFFICULTES ET PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTREES DANS L'ANNEE**

- Insuffisance des moyens financiers alloués par l'état ;
- Insuffisance qualitatif et quantitatif des moyens humains et matériels, notamment l'absence total de spécialistes en aménagement hydro-agricole au niveau des services locaux ;
- Insuffisance d'information et de communication avec les partenaires ;
- Vétuste des moyens logistiques existantes et insuffisances en nombre ;
- Difficulté de circulation de l'information entre certaines directions régionales de l'aménagement et de l'équipement rural et les structures locales d'une part et d'autre part avec la DNAER à cause de l'enclavement ;
- Manque de mobiliers et de matériels de bureau ;
- Absence d'infrastructure de conservation et de transformation du poisson ;
- La vétuste et l'inexistence dans la majorité des cas des engins de pêche ;
- Le difficile accès au circuit de crédits bancaire, à cause des difficultés de recouvrement des crédits antérieurs alloués par la BNDA aux pêcheurs ;
- Dégradation du centre piscicole de Molodo ;
- L'inadaptation des aménagements actuels aux contente de la pêche et la pisciculture ;
- Le manque de suivi des aménagements ;
- Difficultés d'approvisionnement en alevins.

V - CONCLUSIONANNEXES

— Situation du personnel —

— Budget de fonctionnement, Budget d'aménagement —

— Tableau de synthèse (statistiques chiffrées des pêches)

CONCLUSION

DEP

Au vu des réalisations, les résultats obtenus sont assez satisfaisants. Cependant, compte tenu des ambitions de la DEP, ces résultats devraient être encore meilleurs si les difficultés signalées avaient trouvées une solution.

BF

PERSPECTIVES 2002

L'année 2001 sera marquée essentiellement par les faits suivants :

- le démarrage de la Première phase du PASAOP prévu pour Avril 2002 ; qui permettra de redorer en grande partie les préoccupations du Service.

- la recherche de financement pour l'étude du Plan d'Investissement du Schéma Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture ;

- l'élaboration des éléments de la Stratégie Nationale de Mécanisation Agricole ;

- la poursuite de la mise en œuvre du PNIR et de l'AGETIER ;

- le suivi du dossier de projet de Loi Pastorale à l'Assemblée Nationale ;

- l'élaboration de TDR (études, etc.) ;

- la poursuite de la surveillance et du contrôle des travaux de construction des micro-barrages réalisés ;

- l'identification des mares, bas-fonds et plaines aménageables ;

- la poursuite des Activités du projet s'équiper en reboussant ;

- le suivi de l'exécution du Programme Gouvernemental d'Aménagement de 30 000 ha (horizon 2002) ;

- le démarrage des travaux d'Aménagement des terres dans la vallée du Moyen Bani (construction du barrage-seuil de Talo, Aménagement de 5750 ha et Réhabilitation de 125 km de pistes) ;

- l'appui aux aménagements des périmètres irrigués villageois (Bancoumana, Kéla, Tombouctou et Gao) ;

- la supervision, le suivi et l'évaluation des projets et programmes en cours d'exécution.

ANNEXES

- **Budget de fonctionnement, Budget d'investissement**
- **Personnel**
- **Tableau de Synthèse : Statistiques chiffrées des points 2.2 - 2.5**

DIRECTION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
BUREAU STATISTIQUE SUIVI EVALUATION

ANNÉE 2001 : ETAT D'EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROGRAMMES ET PROJETS DE LA DNAER
 (sources : fiches trimestrielles du Budget Spécial d'investissement (BSI))

Projet : PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DE LA PLaine DU MOYEN-BANI (PMB)

I- Financement extérieur

Bailleurs de fonds	Participation financière	Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)			Total trimestre	Reliquat Finance 2001 F CFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre		
BAFA	16 304 000 000	19 000 000	48 000 000	31 000 000	122 000 000	16 084 000 000
OPEP	3 627 000 000	0	0	0	0	0
Total F CFA	19 931 000 000	19 000 000	48 000 000	31 000 000	122 000 000	16 084 000 000

I- Financement national

Désignation par Bailleurs de fonds	BSI 2001	Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)			Total trimestre	Reliquat Finance 2001 F CFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre		
BAFA	3 600 000 000	535 000 000	16 000 000	6 000 000	69 000 000	96 000 000
OPEP	1 120 000 000	0	0	0	0	0
Total F CFA	4 720 000 000	535 000 000	16 000 000	6 000 000	69 000 000	96 000 000

DIRECTION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
BUREAU STATISTIQUE SUIVI EVALUATION

ANNÉE 2001 : ETAT D'EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROGRAMMES ET PROJETS DE LA DNAER
 (sources : fiches trimestrielles du Budget Spécial d'Investissement (BSI))

Projet : PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTEGRÉ EN AVAL DU BARRAGE DE MANANTALI (PDIAM)

I. Financement extérieur

Bailleurs de fonds	Participation financière	Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)			Total trimestre F CFA	Reliquat Financement 2001 FCFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre		
OPEP	2 226 000 000	26 400 000	0	24 000 000	74 400 000	2 151 600 000
FKD	3 988 000 000	2 700 000	0	38 000 000	207 000 000	247 700 000
FSD	4 720 000 000	0	0	38 000 000	3 000 000	322 100 000
BID	3 410 000 000	0	0	0	0	0
TOTAL	14 344 000 000	29 100 000	0	100 000 000	234 000 000	644 200 000

I. Financement national

Désignation de fonds	BSI 2001	Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)			Total trimestre F CFA	Reliquat Financement 2001 FCFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre		
OPEP	265 000 000	4 100 000 000	128 000 000	34 000 000	98 000 000	262 100 000
FKD	1 243 000 000	—	—	—	—	318 900 000
FSD	418 000 000	—	—	—	—	—
BID	908 000 000	—	—	—	—	—
TOTAL	3 150 000 000					

DIRECTION NATIONALE DE L'AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL						
BUREAU STATISTIQUE SUIVI EVALUATION						
ANNEE 2001 : ETAT D'EXECUTION FINANCIERE DES PROGRAMMES ET PROJETS DE LA DNAER						
(sources : fiches trimestrielles du Budget Special d'Investissement (BSI))						
Projet : PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL DU CERCLE D'ANSONGO						
I- Financement extérieur						
		Participation	Dépenses trimestrielles		Total trimestre	Reliquat Financement
Bailleurs		financière	2001 F CFA		F CFA	2001 F CFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	
BAFA	7 827 000 000	0	0	22 730 658	14 000 000	36 730 658
Total F CFA						
I- Financement national						
			Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)			Reliquat Financement
TOTAL FCFA	PRÉVISION BSI	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	2001 F CFA
180 000 000		0	0	4 621 272	146 000 000	160 621 272
						29 378 728

DIRECTION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL
BUREAU STATISTIQUE SURVEILLANCE

ANNÉE 2001 : ETAT D'EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROGRAMMES ET PROJETS DE LA DNAER

(sources : Rôches trimestrielles du Budget Spécial d'investissement (BSI))

Projet : PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PLAINE DE SAUNÉ

I- Financement extérieur

Bailleurs de fonds	Participation financière	Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)				Reliquat Financement 2001 FCFA
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	
BADEA	3 300 000 000	0	0	0	0	3 300 000 000
Total F CFA						

I- Financement national

BSI FCFA	TOTAL FCFA	PRÉVISION				Reliquat Financement 2001 FCFA
		BSI 2001	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	
1 108 000 000	348 000 000	0	174 000 000	16 000 000	8 000 000	198 000 000

DIRECTION NATIONALE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT RURAL
BUREAU STATISTIQUE SUIVI EVALUATION

ANNÉE 2001 : ETAT D'EXÉCUTION FINANCIÈRE DES PROGRAMMES ET PROJETS DE LA DNAER
 (sources : fiches trimestrielles du Budget Spécial d'Investissement (BSI))

Projet : PROJET KONA-KORIENTZEE

I- Financement extérieur

Participation financière

		Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)					
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Total trimestre F CFA	Reliquat Financement
Bailleurs de fonds						0	
BID		0	0	0	0	0	
Total F CFA		178 000 000					

I- Financement national

		Dépenses trimestrielles 2001 (F CFA)					
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Total trimestre F CFA	Reliquat Financement
BSI FCFA	PRÉVISION						
TOTAL FCFA	BSI 2001						
128 000 000	17 000 000	0	0	0	0	0	
						128 000 000	